



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-01-1/ 2022-01-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} janvier.

Tshisekedi aux jeunes de la RDC : « Ne perdez ni la foi ni l'espérance en votre pays ». Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a présenté ses vœux au peuple congolais pour l'année 2022. D'entrée de jeu, le chef de l'Etat a eu une pensée pour tous les Congolais morts durant l'année 2021 et à demander à Dieu d'atténuer le chagrin de leurs proches. Il a également remercié non seulement les forces armées congolaises et la police nationale, particulièrement ceux qui passeront cette fête de fin d'année aux fronts « afin d'assurer notre sécurité », mais aussi le personnel soignant. Rappelant des projets lancés par le gouvernement au courant de l'année qui s'achève, Félix Tshisekedi a qualifié 2021 d'« année qui a vu des promesses autrefois lointaines (finir) par se muer en actes formels d'engagement ». Il cite notamment le projet de construction du port en eaux profondes de Banana. Le chef de l'Etat souhaite que 2022 soit « une année où nos divergences ne contribuent plus à la construction des murs entre nous plutôt à celle des ponts, où tous ensemble nous contribuons à l'œuvre salubre de refondation de ce bel édifice qu'est la RDC.»

Kindu : pas d'engouement sur les marchés à la veille du nouvel an. Toutes les activités commerciales sont restées timides dans la ville de Kindu, au Maniema le 31 décembre. Plusieurs parents sont allés au marché central, mais certains interrogés disent qu'ils n'ont pas pu satisfaire les besoins de leurs enfants à la suite de la « crise économique » et à la flambée des prix sur le marché. La situation était la même pour certains bars et terrasses, pour la journée de la saint sylvestre. Les tenanciers de ces établissements espèrent recevoir beaucoup de client ce jour du nouvel an.

Nouvel an au Tanganyika : le prix du poulet grimpe sur le marché à Kongolo. Des poulets vendus auparavant 10.000 se négocient à 25.000 FC sur les marchés locaux. Une situation qui complique les habitants qui cherchent à tout prix à trouver du poulet à partager en famille le jour de nouvel an. Certains clients disent qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'acheter à ces prix-là. Même si cette hausse de prix touche beaucoup plus le poulet de chair, d'autres types de volaille sont aussi concernés. Les vendeurs et vendeuses expliquent la hausse des prix sur le marché de volaille par la loi de l'offre et de la demande. Les festivités de fin d'année suscite un engouement des populations à la jouissance qui se caractérise souvent par, notamment, le besoin de consommer de la viande rouge ou blanche le premier de l'an.

Fête de nouvel an au Mai-Ndombe : le maire d'Inongo interdit l'utilisation du pétard. Pour le maire de la ville d'Inongo, ces pétards peuvent contribuer à l'insécurité dans la cité. Il appelle les jeunes au bon sens. Par ailleurs, le passage à la nouvelle année à Inongo s'est fait sans les traditionnelles veillées de prière la nuit du 31

décembre au 1er janvier, contrairement aux habitudes. Les bars aussi sont restés fermés la nuit de saint sylvestre. Toutes les manifestations religieuses et festives étaient tenues de se terminer au plus tard 21 heures, selon les instructions de l'autorité urbaine. Ces mesures visaient à protéger la population contre la quatrième vague de la COVID-19 qui sévit en RDC actuellement.

Ituri : le gouverneur invite la population à ne pas se laisser manipuler contre la Monusco. Pour l'autorité provinciale, des gens de mauvaise volonté veulent manipuler la population pour leurs propres intérêts. Le gouverneur précise que la Monusco reste un partenaire privilégié de l'armée dans les opérations militaires contre les groupes armés.

Beni : après la peur du dernier attentat, les églises à nouveau remplies en ce jour de nouvel an. Contrairement au jour de Noël marqué par un attentat meurtrier et au dimanche qui l'a suivi, ce samedi 1er janvier presque toutes les églises étaient remplies des fidèles, venus rendre grâce à Dieu pour le nouvel an. Des cantiques d'adoration, chants de louange ainsi que des témoignages ont caractérisé les cultes dans plusieurs églises de Beni. Pour certains prêtres et pasteurs, la dédicace de cette année est tournée vers la recherche de la paix et la sécurité. En sortant des églises, les fidèles se sont dirigés directement dans leurs familles respectives pour continuer la fête, tel que recommandé par les autorités urbaines car la ville étant sous menace sécuritaire depuis quelques temps.

Nouvel an à Bunia : plusieurs habitants commencent cette journée dans les églises. De nombreuses familles de Bunia, en Ituri se sont rendues dans leurs églises pour rendre grâce à Dieu en cette première journée de l'année 2022. D'autres ont préféré rester à la maison compte tenu de la situation sécuritaire imprévisible dans la ville. Selon la Police, aucun incident sécuritaire n'a été enregistré la nuit de vendredi à samedi 1er janvier à Bunia. Le réveillon de nouvel an s'est passé dans le calme. Plusieurs personnes interrogées souhaitent que l'année 2022 apporte la paix et la stabilité à cette province meurtrie par des conflits armés. Le communiqué du maire de la ville, autorisant l'organisation des veillées de prière à l'occasion du réveillon de nouvel an, a réjoui des nombreux fidèles chrétiens à Bunia.

Butembo : les habitants se ruent dans les abattoirs, acheter la viande de bœuf pour le repas de nouvel an. Certains bouchers récupèrent rapidement leurs bêtes abattues en direction de leurs différents lieux de vente et d'autres les revendent sur place à l'abattoir même, qui se transforme en lieu de négoce. C'est la ruée des consommateurs qui commencent alors. Des femmes, des hommes, des jeunes s'empressent progressivement pour acheter de la viande à l'occasion de la fête. La viande de bœuf est très prisée pour le repas du nouvel an dans la région. Certaines familles se sont regroupées, mettant de l'argent ensemble, chacune selon ses moyens, pour acheter des bœufs dont elles se sont réparties la viande proportionnellement. Ce système d'achat communautaire, permet à des nombreuses familles d'avoir de la viande malgré la difficile conjoncture économique actuelle due à l'insécurité qui prévaut dans la région.

Goma : la ville reste calme ce jour de nouvel an, après un réveillon tout aussi calme. Les habitants ont observé la nuit les mesures et dispositions sécuritaires décidées par les autorités provinciales surtout dans certains quartiers de la ville. Le lancement des feux d'artifice au niveau de l'hôtel Serena vendredi 31 décembre à minuit a émerveillé la population de Goma. La fondation Internationale de secours et d'amitié, IRFF, une ONG internationale a accueilli plus d'une centaine de personnes vulnérables, veuves, orphelins et vieillards pour fêter le nouvel an au sein de l'église Makedonia. Aux quartiers Katoyi, Madjengo et vers Bohene, l'ambiance de la fête ne se fait pas sentir.

Lubumbashi : plusieurs Lushois ont passé le réveillon de nouvel an dans les bars. Des personnes ivres, titubant pour retourner à leurs domiciles, on en croisé beaucoup ce matin du 1er janvier dans les rues de la ville de Lubumbashi. Les fêtards qui avaient rempli la veille les bars de la ville pour le réveillon de la saint sylvestre, se croisaient avec les ménagères qui se pressaient vers les marchés pour les derniers achats de la fête du nouvel an.

Bukavu : 4 enfants meurent dans un incendie au quartier Ibanda. Selon des témoins, les victimes sont des garçons d'une même famille qui dormaient au grenier de la maison familiale, à deux étages. Leur mère et leurs trois sœurs qui dormaient au second étage ont eu la vie sauve. Le père de famille était absent. L'origine de l'incendie reste inconnue mais plusieurs sources, sur place, évoquent l'hypothèse d'un dysfonctionnement électrique.

Nouvel an à Mbuji-Mayi : la ville replongée dans le noir après le départ de Félix Tshisekedi. L'énergie électrique a été coupée dans plusieurs quartiers et la population a passé la fête de la Saint Sylvestre sans courant. D'autres quartiers qui étaient desservis en eau potable pendant le séjour du Chef de l'Etat en sont privés. Les

habitants de Mbuji-Mayi souhaitent que le rythme de fourniture d'eau et de l'Énergie se poursuive comme pendant le séjour du Chef de l'État. Du côté de l'entreprise qui commercialise l'Énergie Électrique Enerka, on parle d'une panne causée le jeudi par la ligne haute tension qui alimente la Regideso. Cette dernière demande à la population de prendre patience.

Attaque d'une paroisse catholique à Kamituga : un prêtre blessé, l'argent destiné à la paie des enseignants emporté. Il était 21 heures lorsque des bandits armés ont attaqué la paroisse. Les bandits ont intimidé le prêtre lui demandant d'amener l'argent qui venait d'être acheminé sur place pour la paie des enseignants. Ils ont accentué la menace en ouvrant le feu. Le prêtre a été touché à la cuisse. Un coup de machette à la tête s'en est suivi. Cette attaque soulève la problématique sur le retard et les conditions de paie des enseignants dans les milieux ruraux.

La RDC soumise à la validation du processus ITIE dès le 1er janvier 2022. La RDC est soumise, dès le samedi 1er janvier 2022, à la validation du processus Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). « Ce processus pourra prendre jusqu'au mois de mars et les résultats pourraient être connus d'ici la fin du 2ème semestre 2022. Le secrétariat pour l'ITIE internationale va évaluer les progrès qu'a réalisés la Rdc dans le sens du processus de la mise en œuvre de l'ITIE », a expliqué le Coordonnateur national de l'ITIE-RDC, Jean-Jacques Kayembe. « Toute la communauté saura au moins comment nos ressources naturelles sont gérées. Sur le plan international, nous allons gagner en crédit. Ce que nous serons de plus en plus fréquentables », a poursuivi M. Kayembe. Parlant des faits et résultats, de 2018 à 2019 et au premier trimestre de 2020, 6 milliards et demi USD produits par le secteur minier ont renfloué le trésor public.

Mai-Ndombe : 7 Kulunas transférés à la prison centrale du Cinquantenaire dans le Kwilu. Selon le procureur général, la prison centrale d'Inongo ne remplit pas toutes les conditions pour garder ces malfaiteurs « qui ne sont pas à leurs premiers forfaits et qui sèment la terreur même en plein jour dans la ville ». Parmi ces sept détenus transférés à la prison centrale du cinquantenaire à Bandundu, en provenance de la prison d'Iyombe à Inongo, cinq sont condamnés pour association de malfaiteurs, vol avec violence et coups et blessures et deux autres le sont pour meurtre.

Kongo-Central : le gouverneur intérimaire Justin Luemba réaménage son gouvernement. Cette décision est prise dans deux arrêtés qu'il a signés. L'un portant remaniement du gouvernement provincial et l'autre portant nomination des commissaires généraux du Kongo central. Parmi les dix ministres provinciaux de son nouveau gouvernement, sept sont des anciens.

Dimanche 2 janvier.

Paix à Beni : la population est la 4e force à s'associer aux Fardc, l'UPDF et la Monusco. Les Fardc, les UPDF, la Monusco et la Population, sont les quatre forces qui doivent agir ensemble pour la paix dans la région de Beni au Nord-Kivu. Le porte-parole de l'armée demande à la population d'être active dans ces opérations. Selon lui, la région de Beni a des ennemis communs qui entravent la paix : les Mai-Mai, et les rebelles ougandais des ADF notamment.

Kasai-Central : l'hôpital provincial de Kananga doté d'un scanner. La fondation SOKAM a fait un don de matériel médical à l'hôpital provincial de Kananga. Il est constitué d'un scanner, des matelas, d'une table opératoire et d'autres accessoires. La fondatrice cette organisation caritative, affirme que cette action vise à permettre aux populations du Kasai-Central de bénéficier des certains soins sur place au lieu de se rendre dans d'autres provinces, mieux outillées en matériel médical. Elle précise qu'à travers ce don, sa fondation veut également « accompagner la vision du chef de l'État qui est celle de donner à la population l'accès aux soins de santé de qualité ».

Kinshasa : le tronçon routier aéroport international de Ndjili-Nsele, un calvaire pour les usagers. Les véhicules et les motos sont contraints de ralentir à cause des trous sur la chaussée. Et, cela provoque fréquemment des embouteillages. Ils découragent aussi certains transporteurs à s'aventurer sur cette route. Un habitant interpelle le gouvernement et les services publics, chargés de l'entretien des routes : « C'est un problème d'entretien routier. Les routes ont été construites, mais il faut un suivi, il faut les entretenir. C'est un problème de prise de conscience au niveau du gouvernement ».

Kindu : 20 femmes opérées de fistule obstétricale reçoivent des kits de dignité. Le Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) a remis, samedi 1er janvier, un kit de dignité à vingt femmes opérées de fistule obstétricale à l'hôpital général de référence de Kindu au Maniema. Cette opération chirurgicale a été effectuée

deux semaines plus tôt par une équipe médicale locale, formée à l'hôpital de Panzi à Bukavu avec l'appui de l'UNFPA.

Nord-Kivu : la population se souvient du colonel Mamadou Ndala, assassiné il y a 8 ans. Cet officier des Fardc, réputé dans la région pour sa bravoure, avait été tragiquement assassiné le 2 janvier 2014 à Beni. Il venait de mener, quelques semaines plus tôt l'opération militaire qui avait libéré la ville de Goma d'une incursion de la rébellion du M-23. Huit ans après sa mort, des jeunes de la ville de Goma lui ont rendu hommage. Ils souhaitent, notamment, que « l'Etat congolais érige un monument en mémoire de Mamadou Ndala Moustafa à Goma ». Dans le territoire de Beni, où il trouva la mort dans une embuscade sur la route Beni-Eringeti, les habitants gardent de Mamadou Ndala le souvenir de soldat du peuple, héros, martyr, vaillant combattant.

COVID-19-Tshopo : le gouverneur intérimaire appelle la population à se faire vacciner. Il affirme que la situation sanitaire liée à la COVID-19 est très inquiétante dans la province : « Toute personne qui va enfreindre les mesures relatives au respect des gestes barrières sera soumise aux sanctions et amendes. Ainsi donc, en cette période cruciale liée à la résurgence de la COVID-19, je lance un appel solennel, pressant et patriotique à toute la population de la Tshopo de faire comme moi en se faisant vacciner massivement ». Il rappelle aussi l'interdiction formelle d'organisation des veillées de prière à travers toutes les églises ainsi que toutes les autres manifestations à caractère festif ou non en vue de stopper la propagation de la COVID-19.

Barrage de Katende : Félix Tshisekedi promet de poursuivre et de terminer plus rapidement les travaux. En construction sur la rivière Lulua à plus de 75 km de Kananga, le barrage hydroélectrique de Katende est d'une capacité de 64 mégawatts. Il fait partie des projets relevés dans l'adresse du chef de l'Etat lors de son arrivée à Kananga. Félix Tshisekedi s'est engagé à construire cette centrale censée donner de l'énergie électrique aux populations de l'espace Grand Kasai. C'est dans ce cadre qu'il s'est rendu sur le site où les ingénieurs chargés d'exécuter les travaux lui ont fait l'état des lieux de la situation. En fait, depuis plusieurs années, les travaux du barrage de Katende se sont arrêtés et l'une des principales raisons est l'insécurité créée par la milice Kamwina Nsapu dans le territoire de Dibaya, épice de ce conflit sanglant. Depuis quelques mois, les matériels qui étaient bloqués à Lubumbashi sont en train d'être acheminés à Katende. La centrale hydroélectrique de Katende est un lieu aménagé pour la reprise des travaux.

Lundi 3 janvier.

Tommy Tambwe en Ituri : « L'heure de la paix et de la réconciliation entre les communautés est arrivée ». «L'heure de la paix et de la réconciliation entre les communautés (de l'Ituri) est arrivée. Tous les fils égarés qui ont pris les armes contre leurs frères doivent les rendre et accepter la main tendue du Chef de l'Etat », a lancé le dimanche 2 janvier le coordonnateur du programme de Désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (DDRC-S), Tommy Tambwe, à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. Il affirme qu'il séjourne en Ituri pour parler aux membres des communautés, leur demander de sensibiliser leurs frères pour quitter la brousse afin de contribuer au développement du milieu. Selon lui, tous les moyens ont été mis en œuvre par le gouvernement pour matérialiser ce programme tant attendu par la population. Cela, explique-t-il, pour restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones en proie à l'insécurité à la suite de l'activisme des groupes armés.

Tanganyika : une tête d'érosion menace le chemin de fer à Nyunzu. Le trafic ferroviaire est momentanément suspendu. Une équipe technique de la Direction de région des Grands-Lacs séjourne sur les lieux. Cette tête d'érosion est à une dizaine de mètres des rails. Il s'agit d'une conséquence directe des pluies qui s'abattent dans la zone. Ces pluies sont à l'origine des éboulements de terrain qui viennent de provoquer un grand ravin ouvert avec le risque de faire écrouler les rails. « La menace de l'érosion sur les rails à Nyunzu fait courir à la SNCC le risque d'isoler la Direction de Régions des Grands lacs du reste du réseau interconnecté, dont le siège se trouve Kalemie. Kalemie connecte le Tanganyika à Kindu (Maniema), à Kamina (Haut-Lomami), à Mwene-Ditu (Lomami), à Lubumbashi (Haut-Katanga) et à Dilolo (Lwalaba).»

Goma : la mairie appelle tous les motards à se faire enregistrer. Le maire de Goma, rappelle qu'à partir du 4 ou 5 janvier l'opération d'enregistrement des motos va commencer dans ville du Nord-Kivu. Il invite également les responsables des taxis et taxis-bus à peindre leurs véhicules en jaune drapeau. « Ceci fait partie des mesures sécuritaires prises pour un bon contrôle et une bonne circulation dans la ville de Goma », a-t-il précisé, ajoutant qu'un délai a été accordé à tous les motards pour qu'ils soient identifiés.

Sud-Kivu : marche des enseignants de Kamituga pour réclamer leur enveloppe salariale volée. Les enseignants, dont la paie a été volée au couvent des prêtres de la paroisse catholique de Tangila dans la ville de

Kamituga dans le territoire de Mwenga (Sud-Kivu), sont descendus dans la rue ce week-end dernier pour exiger que l'argent volé soit retrouvé. Et la circulation a été paralysée à Kamituga. Soutenus par les parents d'élèves et la jeunesse de la place, les enseignants demandent aux autorités de quadriller toute la ville de Kamituga afin de retrouver l'argent volé et permettre ainsi aux enseignants de fêter eux aussi avec leurs familles. La synergie syndicale des enseignants du Sud-Kivu a exigé : la restitution pure et simple de l'enveloppe sans délai et sans condition car cet argent se trouve encore à Kamituga entre les mains de ces voleurs ; -le départ sans tarder du colonel de la PNC et de celui des Fardc ; -que la justice fasse son travail.

Tshikapa : Félix Tshisekedi s'oppose au mariage précoce de jeunes filles. Le président de la République s'est adressé à la population dans un meeting populaire, réaffirmant sa détermination à endiguer les violences sexuelles dont sont victimes les femmes et les jeunes filles. « Il ne faut pas marier la jeune fille de manière précoce (...) Il ne faut pas la marier de force ». La gratuité de l'enseignement de base, la fourniture en eau et électricité ont notamment fait partie des sujets abordés. Selon Félix Tshisekedi, ces problèmes vont trouver solution dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement des 145 territoires de la RDC, qu'il a initié. Il prévoit notamment d'asseoir une administration efficace à la base, la couverture de santé universelle, la lutte contre la faim.

Hausse de prix de carburant à Mbuji-Mayi. Le litre de carburant est passé de 3000 à 4000 FC (2 USD) à Mbuji-Mayi dans la province du Kasai-Oriental depuis quatre jours. Les raisons de la surenchère diffèrent selon les intervenants. Le président des importateurs des produits pétroliers, lie cette situation à la hausse du prix d'achat de cette marchandise par des importateurs et aux difficultés de transport de cette marchandise de Lubumbashi à la gare de Mwene-Ditu. La Société de chemin de fer du Congo (SNCC) affirme, pour sa part, avoir acheminé dans la ville de Mwene-Ditu plus de dix wagons de carburant la semaine dernière pour lutter contre la hausse du carburant pendant la période des festivités. La hausse de prix de transport a entraîné la flambé des prix du transport en commun et les denrées alimentaires dans la ville.

Beni : le service de la protection civile sensibilise la population au respect du couvre-feu. Le coordinateur de cette organisation estime que chacun doit tenir compte des mesures prises pour le rétablissement de la situation sécuritaire dans la ville et appelle à la responsabilité de chaque habitant pour respecter le couvre-feu : « Il faudra que nous puissions nous dire nous-mêmes : il est 17 h, nous quittons nos activités, parce que demain est là ».

Maniema : accident d'un train marchandise de la SNCC au pont Lweki, 7 blessés graves. Selon l'équipe du gouvernement provincial qui est descendue sur le lieu du drame, le train a connu l'accident au pont Lweki, à 57 kms de Kindu dans le Maniema. L'engin quittait Lubumbashi vers Kindu. Mwami Walanga Butemezi Bernard indique que cinq de ces blessés sont pris en charge sur place au village Lweki et deux autres ont été transférés à Kindu pour les soins appropriés.

Beni : deux ans après la route Mbau-Kamango à nouveau praticable, après les travaux de réhabilitation réalisés par le génie militaire des Forces armées congolaises et ougandaises. Ces travaux ont été menés pour faciliter le déplacement des troupes engagées dans les opérations de traque contre les rebelles ADF. Selon le vice-président la société du territoire de Beni, c'est depuis deux ans que cette route n'était plus utilisée du fait de sa dégradation. Ce qui de fait de Watalinga, une chefferie enclavée. Pour s'y rendre, il fallait passer par l'Ouganda. Pendant les épisodes de hausse de cas de Coronavirus, les autorités ougandaises limitaient quelque fois l'accès à leur territoire. Ce qui compliquait la mobilité dans la région.

Butembo : retour au calme après des manifestations du « Parlement debout de Fourou » pour réclamer le départ de la Monusco. Des barricades avaient été placées par des jeunes sur la voie publique depuis la nuit. Les forces de l'ordre ont dégagé tous ces barrages lundi 3 janvier matin et ont dispersé des attroupements des jeunes avec des tirs de sommation. Un militaire a été blessé par des projectiles, et la police a mis la main sur un présumé Maï-Maï parmi les manifestants. La situation est actuellement sous contrôle.

Le gouvernement ne suit pas l'exécution des promesses de Félix Tshisekedi (Jimmy Ambumba). « Félix Tshisekedi ne peut plus continuer à caresser ceux ou celles qui ne sont là que pour marcher contre ses décisions et promesses. Nous ne pouvons plus accepter que ceux qui sont appelés à être à ses côtés continuent à saper les décisions et les promesses du Président de la République », a indiqué Pr Jimmy Ambumba, cadre et idéologue de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti présidentiel.

Des jeunes de Kananga proposent la mise en place d'une cellule de suivi du projet de barrage de Katende. Selon ces jeunes, ils ne peuvent pas envisager le développement de leur province sans concrétisation du projet de

barrage de Katende. Lors de sa visite à Kananga, Félix Tshisekedi a dit toute sa détermination à parachever ce projet gouvernemental : « Je vais tout mettre en œuvre pour que les travaux de Katende se poursuivent ».

Nouvel Elan invite Félix Tshisekedi à concrétiser ses promesses pour le développement de l'espace Kasai, «abandonné par le gouvernement central ». « L'enclavement de notre province qui n'a même pas 1 m de route asphaltée. Nous communiquons difficilement avec les provinces voisines. Il n'y a pas de routes de desserte agricole. L'électricité, c'est 0%. Il y a des tracasseries routières avec le prélèvement des taxes illégales. Il y a la crise au niveau des institutions provinciales et l'insécurité est généralisée. Nous n'avons pas assez d'écoles pour accueillir nos enfants (...) La population kanangaise veut palper la réalisation des promesses faites par le Chef de l'Etat en 2018. Nous voulons entre autres l'amélioration des salaires des agents de l'Etat et l'intégration dans la liste de la paie des fonctionnaires nouvellement engagés » a renchéri président du Conseil provincial Nouvel Elan.

Kinshasa : la SCPT demande au gouvernement de proroger de 3 ans la redevance logistique terrestre, qui expire en ce début d'année 2022. La redevance logistique terrestre est une taxe perçue par la SNCC et l'intersyndical de la Société Congolaise des Ports et Transports (SCPT), payée par les transporteurs sur toutes les marchandises qui sont transportées dans les trains. Elle avait été instituée pour trois ans, et expire en ce premier trimestre. Selon ces deux entreprises, cette redevance fait vivre actuellement les deux sociétés précitées. Le syndicat craint que si elle n'est pas prorogée, il y a risque de fermer. Pour booster ces entreprises, il recommande au gouvernement d'orienter cette redevance dans l'achat des nouveaux trains en vue de relancer les transports ferroviaires dans la ville de Kinshasa et sur l'axe Kinshasa-Matadi. « Nous demandons l'implication personnelle du Chef de l'Etat, et nous espérons qu'une prorogation de trois ans sera prise pour permettre à la SCTP de faire face aux charges techniques ».

Mardi 4 janvier.

Les actions de la rue ne vont pas faire partir la MONUSCO, estime la société civile de Butembo. « Ce n'est pas un secret dans la ville de Butembo, nous savons que tous les groupes de pression qui sont ici ont des représentants au niveau de l'Assemblée nationale. Et ces élus savent pertinemment que ce ne sont pas les actions de la rue qui vont faire partir la Monusco. Ces élus ont donc intérêt à rééduquer leurs bases, et réorienter les actions, parce que lorsqu'on va demander à la population d'observer une journée ville morte, la MONUSCO va continuer à travailler en interne. Et nous, on sera en train de fragiliser notre économie et fragiliser notre programme scolaire et académique. Nous appelons ça une autoflagellation », a déclaré le premier vice-président de la société civile de Butembo. Toutefois, il recommande à la MONUSCO de considérer les revendications de la population :

La RDC commémore les martyrs de son indépendance. Le 2e jour férié de chaque année, rappelle le 4 janvier 1959, jour où des émeutes ont éclaté à Kinshasa (ex-Léopoldville) en pleine colonisation belge. Cette date marque aussi le début de grandes revendications congolaises, qui déboucheront à l'indépendance de la RDC le 30 juin 1960. Selon l'histoire, le parti politique de Kasa-Vubu, ABAKO, prévoit ce jour-là un meeting sur la Place Ymca à Kinshasa. Objectif ne pas se faire distancer en popularité par le parti de Patrice Lumumba, MNC, qui avait organisé un meeting très suivi une semaine avant. Le jour du meeting Kasa-Vubu et les siens décident de l'annuler pour ne pas porter la responsabilité, si troubles il y avait étant donné que les revendications d'émancipation étaient fréquentes en cette période et que les colons belges avaient mis en garde Kasa-Vubu. Le public du meeting, plusieurs milliers déjà sur place, refuse toute annulation. Il commence à s'énerver, à casser et à s'en prendre aux colons. La police réprimera sauvagement ces incidents. Cette situation va coïncider avec l'arrivée dans ce même périmètre de plusieurs milliers des gens qui sortaient du stade Tata Raphael après un match de football. La confusion, la casse et la répression vont s'aggraver. Les statistiques de ces événements ne seront jamais connues. Mais, les estimations font état de pas moins de cent morts.

Tanganyika : la milice Hapa na pale signe sa première attaque de l'année au village Lumumba, sur l'axe Bendera à 125 kms de Kalemie (Tanganyika). La société civile locale déplore les pillages de maisons et le kidnapping de trois personnes. Les victimes font observer que les pillages ont touché toutes les maisons du village.

Bahati Lukwebo s'oppose à l'invalidation de 6 députés provinciaux du Sankuru. Dans sa correspondance datée du 31 décembre, le président du Sénat invite le président de l'assemblée provinciale du Sankuru, à revoir la décision portant invalidation de six députés provinciaux et de les rétablir dans leurs droits. Pour lui, la loi n'autorise pas au bureau de l'Assemblée provinciale à saisir les émoluments des députés provinciaux, tout comme à invalider leurs mandats. Six députés provinciaux de l'assemblée provinciale du Sankuru ont vu leurs

mandats invalidés pour absentéisme prolongé. L'un d'entre eux a qualifié cette décision d'un acte d'acharnement politique.

Mbandaka : hausse du prix de carburant. Depuis la période des fêtes de fin d'année, le litre d'essence est passé de 2500 à plus de 3000 FC (1.5 USD) à Gemena (Sud-Ubangi). Les revendeurs expliquent la situation par les difficultés d'approvisionnement à partir de Kisangani (Tshopo). Cette situation a également poussé les conducteurs de taxis-motos à sectionner soit à doubler le prix de la course.

Nord-Kivu : plus de 300 véhicules bloqués à Oicha, depuis trois semaines, à destination de l'Ituri et de la Tshopo, en attente d'un convoi militaire pour être escortés. Le convoi vient régulièrement au départ de Komanda, Mais arrivé à Luna, il n'y a aucun véhicule, tous sont bloqués très loin à Eringeti et Oicha. "L'escorte militaire est donc obligée de retourner à Komanda seule, sans convois de véhicules ». L'administrateur du territoire de Beni, affirme que c'est sur ordre de la hiérarchie que tous les véhicules en attente de convoi ont été retournés à Oicha, à cause de la fragilité de la situation sécuritaire à Luna. Cependant, à cause de l'état délabré du tronçon Luna - Komanda, ils sont obligés d'aligner seulement un petit nombre de véhicules dans chaque convoi, en vue de mieux les sécuriser contre les attaques des ADF.

Congo Hold-Up : la société DEM Mauritius rejette les allégations de malversations portées contre elle. Alex Tshula, responsable logistique du programme volontariste agricole pour le compte du fournisseur DEM Mauritius de l'entrepreneur belge Philippe de Moerloose, a assuré que toutes les procédures avaient été respectées par DEM Mauritius. « Je déplore le comportement des journalistes, (le fait) qu'ils n'ont pris et écouté qu'une seule oreille. A dire, ce qu'ils ont écrit - parce que j'ai lu et j'ai vu ce qu'ils ont écrit - ils ne se sont pas intéressés à nous qui avons exécuté le projet. A nous qui maîtrisons le projet, nous qui devons leur fournir des informations réelles.

J'ai eu le contrat signé par le gouvernement de la RDC et la société DEM Mauritius. Tout ce que le gouvernement a commandé, tout a été livré, tout est sur site et vérifiable. Le matériel que nous avons fourni en partie, c'est du matériel John Deer, reconnu mondialement, Hitachi est connu, il y a des camions SinoTrack qui sont des camions chinois très solides », a-t-il poursuivi.

Kinshasa: les motards contribuent à l'essor du quartier Piazza. Deux cent vingt motards, sont regroupés au sein d'une association et font le trafic quotidien sur le trajet long de 9 kms entre la station-service Piazza sur le boulevard Lumumba et le centre d'enfouissement de l'Union européenne, dans la commune de la Nsele, à une quarantaine de kms du centre-ville de Kinshasa. Ce trafic est devenu une source de revenu sûr, mieux, un motif d'épanouissement personnel pour la majorité d'entre eux. "Par la grâce de Dieu, nous transportons deux passagers de la station Piazza jusqu'à la porte de l'Union européenne. Si tu travailles convenablement, tu peux gagner 25 USD, 50.000 FC par jour. En tant qu'étudiant, ça m'aide à me procurer des syllabus et à nourrir ma famille".

« **Il est inadmissible que les groupes armés continuent de faire couler le sang en Ituri** », estime le G5, une structure qui regroupe les communautés victimes des atrocités dans cette province. A l'occasion de la commémoration de la journée dédiée aux Martyrs de la République, les membres de cette organisation ont déposé des gerbes de fleurs aux différents sites où sont enterrés des martyrs au chef-lieu de la Province. Cette journée a commencé par une messe dite à la cathédrale Notre Dame de Grace de Mudzi-Maria à Mudzipela. Après cette messe, la caravane des membres des différentes communautés membres du G5 se sont dirigés tour à tour à l'ancien cimetière de la ville, au monument des Martyrs situé au rond-point SONAS et enfin en face de l'Eglise Catholique de Nyakasanza où ils ont déposé des gerbes de fleurs dans des fausses septiques.

Kasaï-Oriental : réouverture de la faculté de médecine de l'Université de Mbuji-Mayi. Le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire justifie sa décision par le fait que cette université a de nouveau été soumise à une nouvelle enquête de viabilité effectuée au courant du mois de décembre dernier, à la demande du recteur. Cette enquête indique que les efforts ont été fournis dans le sens du respect des critères dont notamment celui d'avoir son personnel académique propre et l'équipement des infrastructures d'encadrement des étudiants de la filière de médecine. A cet effet, cette université sera soumise à un contrôle périodique de l'autorité de tutelle pour s'assurer que sa filière de médecine continue à respecter les critères de viabilité.

Mercredi 5 janvier.

Ituri : les Fardc lancent des offensives contre des rebelles de la coalition FPIC et Codeco, dans la région de Lipri et Ngongo, à près de 35 km de Bunia (Ituri). Selon le porte-parole des Fardc, l'objectif est de pourchasser ces rebelles qui tentent de se réorganiser dans cette zone.

Evasion de la prison centrale de Tshikapa : 62 détenus manquent à l'appel. Le directeur de cette maison carcérale, explique que ces prisonniers ont cassé la porte de sortie, après avoir mis la pression sur les gardes, lors de la visite du chef de l'Etat sur place. Le calme est revenu et 2 pensionnaires ont été récupérés. D'une capacité initiale de 150 personnes, la prison centrale de Tshikapa comptait, juste avant cette évasion, plus de 400 détenus.

Ituri : 17 personnes tuées par les ADF sur l'axe Komanda-Luna. Selon les rescapés, les victimes sont des civils qui ont été pris en otage par ces rebelles qui les ont emmenés en brousse la nuit de samedi à dimanche dernier lors d'une incursion dans cette entité. Le mardi 4 janvier, une dizaine de personnes traumatisées sont arrivées à Idohu à 30 km de Komanda. Ils venaient de s'échapper des mains des rebelles des ADF dans la forêt de la colline appelée Isael. « Ce nouveau drame doit interpellé les autorités en charge des opérations conjointes Fardc-UPDF contre ces ADF qui terrorisent la population au Sud du territoire d'Irumu », déclare la société civile d'Irumu.

Nord-Kivu : mouvement de la population à Walikale à la suite des affrontements entre 2 groupes armés. Le fait, pour les militaires Fardc de dégarnir leur position de Bukumbirwa, 12 kms du chef-lieu du groupement Ikobo, a poussé les habitants de cette agglomération et autres villages environnants à vider le lieu. Certains ont fui dans la brousse alors que les autres se sont dirigés vers Buleusa. Ce mouvement vient renforcer le déplacement des populations qui avaient déjà commencé depuis que les deux groupes armés, Front des patriotes pour la paix de Kabidon et Nduma pour la défense du Congo de Guidon Muyisa, s'affrontent dans le village Bushalingwa, environ 5 km de Bukumburwa, depuis près de deux semaines maintenant. Ce mouvement des militaires qui ont quitté Bukumbirwa pour Buleusa s'inscrit dans le cadre d'un plan tactique.

Muhindo Nzangi lance la nouvelle année académique, les enseignants débutent le mouvement de grève. « Il faut éviter, en tout état de cause, de préjudicier les étudiants dont les parents consentent d'importants sacrifices pour les faire étudier », a recommandé le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire. Il appelle toutes les catégories professionnelles de son ministère au dialogue pour mener des discussions globales et trouver des solutions, pas seulement pour les professeurs, mais aussi pour le personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier. Le Réseau des associations des professeurs des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire (RAPUCO) a annoncé une grève sèche à partir de ce mercredi 5 décembre dans tous les instituts supérieurs et universités publics. Ils ont pris cette décision à l'issue de l'évaluation de l'état d'avancement des démarches entreprises auprès des instances de la République habilitées en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Cependant, le RAPUCO reste ouvert à tout échange de nature à apporter des réponses concrètes aux revendications légitimes des professeurs. De leur côté, les chefs de travaux et assistants ont aussi déclenché leur mouvement de grève pour exiger l'amélioration des conditions de vie.

RDC: révocation du haut représentant du Chef de l'Etat aux IXe jeux de la francophonie. Les travaux de construction des infrastructures qui devront accueillir, du 19 au 28 août 2022, ces jeux de la francophonie de Kinshasa ont pris du retard. Ces travaux sont scindés en deux parties. Il y a d'une part, le village soit les immeubles où doivent loger les délégations et d'autre part, les aires de jeu où les jeux doivent se dérouler. 12 immeubles de 7 étages chacun devaient être érigés, dans le délai pour accueillir les différentes délégations. Mais les travaux de construction de ces bâtisses n'ont pas démarrés. Finalement, le projet est revu. Plus de construction des bâtiments mais à la place l'érection des préfabriquées, décide le comité. Le contrat va être signé avec une autre entreprise, et le 15 juin était la date retenue pour rendre ces édifices. Ces jeux de la francophonie sont programmés du 19 au 28 août 2022. Quarante-deux états et gouvernements ont déjà annoncé leurs participations.

Mbuji-Mayi: le centre de capture manque de formulaires de demande des passeports. Le député national Ntumba Tshiabola Bintou plaide pour l'approvisionnement de ce centre, en formulaires de demande de passeport.

Michée Mulumba : « Le Président de la République n'est pas en campagne électorale dans le Grand Kasai ». Le Président de la République, Félix Tshisekedi, est arrivé mercredi 5 janvier 2022 à Lodja, dans la province du Sankuru. Il est en tournée depuis vendredi 24 décembre dernier dans l'espace Grand Kasai, où il a déjà visité le Kasai-Oriental, le Kasai-Occidental et le Kasai. Dans une interview, l'assistant personnel du Président de la République, Michée Mulumba, revient sur cette tournée. « C'était une mission normale d'itinérance au cours de laquelle le Chef de l'Etat a palpé du doigt la réalité tant sur le plan économique que des infrastructures en passant par le social et l'énergie », affirme-t-il. Certains opposants, notamment de la plateforme Lamuka pense que cette tournée est une sorte de campagne électorale, accusant le Président de violer le principe d'équité politique, alors que la période de campagne n'est pas encore lancée. A ce sujet, Michée

Mulumba répond que le Président Tshisekedi n'est pas en campagne électorale « pour le simple fait que le délai constitutionnel d'organisation des élections n'est pas encore atteint. » **Felix Tshisekedi est arrivé à Lodja**, ce mercredi 5 janvier à Lodja dans la province du Sankuru accompagnée de son épouse. Il s'est adressé directement à la population à travers un meeting au stade Lumumba de Lodja : « La première chose qui m'inquiète est l'état des infrastructures. En voyant les routes, les maisons, les hôpitaux et les écoles, je constate que cette province est très en retard. Ça fait mal de voir un pays aussi riche et convoité que le Congo mais, nous-mêmes avons des difficultés pour le développer », a déploré le Chef de l'Etat. Il se dit « très choqué par le contraste observé entre la capitale Kinshasa et l'intérieur du pays. » Il a aussi appelé à l'unité les fils et filles du Sankuru.

Kongo-Central : la morgue de l'hôpital Saint Luc de Kisantu est saturée. Le nombre des cadavres conservés à cette morgue est passé de quarante-deux à cent quatre-vingt, soit 4 fois plus que sa capacité initiale. A la suite de cet engorgement, seuls les cadavres de personnes mortes à l'hôpital Saint Luc de Kisantu y sont gardés, a indiqué le directeur général de cette structure médicale. Il invite donc les familles qui y ont déposé les cadavres de leurs proches défunts, de venir les retirer pour libérer l'espace dans la morgue.

Rentrée académique au Nord-Kivu : seules les classes terminales seront concernées par le système LMD. Les enseignants et chefs d'établissements supérieurs et universitaires estiment que tout n'est pas encore prêt pour le début effectif des cours, selon le système Licence, master et doctorat (LMD) dans toutes les promotions. Les responsables des universités indiquent que seules les promotions terminales étudieront sous l'ancien système. Au sujet du sort des étudiants issues des 99 établissements d'enseignement supérieur déclarés non-viables et fermés sur décision du ministre de l'ESU au Nord-Kivu, l'ingénieur Eradi Gentil affirme que les chefs d'Etablissements attendent encore être fixés par le ministère, dont une commission travaille sur la question.

Sud-Kivu : les étudiants des universités non viables invités à s'inscrire ailleurs. Cette rentrée académique est marquée par la fermeture des 79 établissements aussi bien du secteur public que privé jugés non viables au Sud-Kivu par la circulaire du Ministre de l'ESU. Pour la présidente de la conférence des chefs d'établissements de l'ESU du Sud-Kivu, les étudiants évoluant dans ces établissements non viables, ont encore trois jours pour s'inscrire dans d'autres institutions.

Kasaï-Central : des jeunes demandent à Tshisekedi de tenir sa promesse sur l'emploi. Ces jeunes du Kasaï-Central demandent au Président de la République de matérialiser sa promesse, de créer de l'emploi pour les jeunes. Ils sollicitent l'accompagnement de l'Etat pour devenir des entrepreneurs. Ils demandent au Chef de l'Etat « de mettre à leur disposition une enveloppe pour soutenir les initiatives des jeunes de cette région ». Le conseil provincial de la jeunesse estime que cela « est une solution pour la réinsertion économique et sociale de ces jeunes ».

Des chefs des travaux et assistants déclenchent une grève sèche. Ils revendiquent l'amélioration de leurs conditions sociales. « Après débats et considérations, l'ACS-UPN constate avec regret l'abandon et l'indifférence totale dont le personnel scientifique fait l'objet de la part du gouvernement congolais et décide ce qui suit : la reprise du mouvement de grève à dater de ce jour 5 janvier 2022 pour une durée de 22 jour renouvelable après évaluation. Nous exigeons l'application sans délai du nouveau barème de prime de base allouée aux cadres et agents des services centraux de l'ESU et à l'ensemble du personnel scientifique de l'ESU en respectant l'équivalence des grades. L'ACS demande aussi le recensement de nouvelles unités, la mécanisation salaire de base et la prime institutionnelle ainsi que la correction de grades, la création d'une bourse locale en faveur du personnel scientifique du secteur public », a déclaré le président de l'ACS.

Jeudi 6 janvier.

Avec 50 millions USD de budget, Mohindo Nzangi conscient des difficultés à résoudre les problèmes de son secteur. Lors de la cérémonie d'ouverture de l'année académique 2021-2022, mercredi 5 janvier à Kinshasa, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire a fait remarquer qu'il y a vingt-sept mille employés non payés parmi le personnel de l'ESU, mais le budget alloué à son secteur n'est pas suffisant. Seuls 50 millions USD sont prévus par le Parlement dans le budget 2022 sur les 150 millions USD proposés. Pour lui, la solution passe par le dialogue. Les conditions sociales et de travail du personnel de l'ESU me préoccupent au plus haut point, a reconnu le ministre Muhindo, promettant la relance des concertations entre le gouvernement et le banc syndical.

RDC : 800 cas de violations des droits de l'homme recensés en novembre 2021. Ce chiffre représente une forte augmentation de 61% par rapport au mois d'octobre, avec 498 violations, indique le rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), Dans son rapport, le BCNUDH affirme qu'un

grand nombre d'atteintes aux droits de l'homme, soit 61%, sont attribuables aux groupes armés Nyatura, aux ADF, FDLR dans le Nord-Kivu et la CODECO en Ituri, ce nombre a plus que doublé. Tandis que les agents de l'Etat, les FARDC, la police et l'Agence nationale des renseignements (ANR), sont responsables de 39% des violations documentées, dont les exécutions extrajudiciaires d'au moins 40 personnes. 94% de violations documentées pendant cette période ont été commises dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika. De toutes les parties au conflit, les militaires des FARDC ont commis le plus grand nombre de violations ; tandis que parmi les groupes armés, ce sont les combattants Nyatura qui ont commis le plus grand nombre des atteintes documentées. Au cours du même mois de novembre, des cas de violences sexuelles liées au conflit concernent 70 victimes adultes de sexe féminin.

Lodja : les épouses des policiers et militaires interpellent Félix Tshisekedi sur leurs conditions de vie. « Nous souffrons. La première chose : nos enfants meurent faute de possibilités. Nos maris sont payés avec une solde de 160 000FC (80 USD). Moi, j'ai dix enfants qui sont devenus des voleurs, parce que je n'ai pas la possibilité de les envoyer à l'école. Avec 160 000 FC, comment allons envoyer nos enfants à l'école ? Nous sommes des locataires. Nous souffrons et nos maris ne sont pas présentables. Ils manquent de bonnes tenues, ils n'ont pas des grades. Nos enfants ont faim. 160 000 FC, ça ne suffit même pas pour une semaine ».

Sama Lukonde: « 2022 est une année pleine de défis pour le gouvernement ». « Cet échange, je l'ai voulu pour une prise de conscience, car l'année 2022 qui vient de commencer est une année pleine de défis pour le Gouvernement », a annoncé le Premier ministre. Pour plus d'efficacité et pour atteindre les résultats escomptés par le Gouvernement, le Premier ministre compte sur l'apport des membres de son cabinet ; appelés à redoubler d'efforts pour la matérialisation de la vision du chef de l'État, qui tient à redonner le sourire au peuple congolais.

Uvira : des épouses des militaires réclament les dépouilles de leurs maris tués aux fronts. Près d'une centaine des femmes et des enfants identifiés comme des familles des militaires des Fardc sont descendus dans les rues pour barricader la route Bukavu -Uvira le mercredi 5 janvier. Les manifestants réclamaient des dépouilles mortelles de leurs maris et pères récemment tués dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Fizi (Sud-Kivu). Les manifestations publiques, qui ont débuté le matin, ont pris fin dans les après-midis et les barricades posés par ces femmes et enfants à leurs passages ont été enlevées après l'intervention de la police et de l'armée. En plus de dépouilles mortelles de leurs maris et pères tombés pendant les affrontements « et qui pourrissent sans être enterrés dans la brousse », ces épouses des militaires Fardc disent ne recevoir aucun solde de leur mari après le décès.

Des habitants de Beni rendent hommages à Nyamwisi Muvingi. Plusieurs personnes ont salué, mercredi 5 janvier dans la ville de Beni, la mémoire et l'héritage d'Enoch Nyamwisi Muvingi, initiateur du parti politique Démocratie chrétienne fédéraliste (DCF/N) assassiné il y a vingt-neuf ans. Enoch Nyamwisi était une figure politique importante dans la sous-région, qui avait emmené la population à s'intéresser à la politique. Les partisans de DCF/N estiment que la meilleure manière de lui rendre hommage, c'est de continuer de défendre les intérêts du peuple, comme le faisait leur leader.

Tshopo : « Grève sèche » du personnel scientifique dans les universités. Les grévistes réclament l'amélioration de leurs conditions salariales. Ils l'ont fait savoir à travers un memo lu par le président du Syndicat du personnel scientifique des établissements publics de l'ESU/Tshopo. D'après lui, le préavis de grève avait été déposé par la coordination nationale de Synacass, le 20 décembre de l'année dernière au près du ministre de l'ESU. A la suite de cela, a-t-il poursuivi, « la grève sèche et illimitée est décrétée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. »

Beni : 29 morts enregistrés à travers 190 accidents en 2021. Un chiffre élevé, déplore la police, qui indique que pour limiter le nombre de morts sur les routes de la ville, la PCR a lancé des séries de séances de recyclages obligatoires pour les conducteurs des véhicules et motos.

Kisangani : reprise des activités à l'aéroport de Bangboka, après les manifestations des agents qui réclamaient leur salaire. Après plusieurs heures d'incertitude, les passagers en attente de voyage ont finalement quitté Kisangani pour leurs diverses destinations, notamment Goma et Kinshasa. L'arrêt de service des agents de la RVA est consécutif au non-paiement des 12 mois d'arriérés de salaires selon le délégué syndical de la RVA. Il a fait savoir par ailleurs que la créance de Congo Airways est de 60 000 USD pour le mois de décembre. En outre, cette compagnie accuse des arriérés de l'ordre de 564 000 USD. Hormis l'intervention des autorités politico militaires, Congo Airways s'est acquitté partiellement de sa dette du mois de décembre tout en promettant de verser le solde au plus tard en mi-janvier en cours.

Nord-Kivu : arrestation de deux présumés poseurs de bombe à Oicha. Les services de renseignements ont arrêté, jeudi 6 janvier, deux personnes accusées d'avoir posé un engin qui a explosé la veille dans un marché d'Oicha. Selon le porte-parole de l'armée à Beni, l'explosion de cet engin a fait deux blessés. Ces personnes seraient actuellement interrogées par les services de renseignements, assure la même source. Des dispositions ont été prises pour assurer la sécurité des habitants de cette région. Le soir de Noël, une bombe artisanale avait aussi explosé dans un bar de la ville de Beni, faisant 8 morts et une vingtaine de blessés.

Félix Tshisekedi a regagné Kinshasa après sa tournée dans le grand Kasai. Le Chef de l'État, Félix Tshisekedi a regagné Kinshasa jeudi 6 janvier dans la soirée. Il a clôturé sa mission dans le grand Kasai par la localité d'Onolowa, village natal de Patrice Emery Lumumba. Félix Tshisekedi a visité la résidence familiale de Lumumba, le monument par lequel on a immortalisé le personnage de Patrice Emery Lumumba ainsi que le palais royal du Wemba Longe Omatoke Prosper. L'installation des autorités administratives de Lumumbaville récemment nommés a eu lieu en présence du Chef de l'Etat confirment les services de la presse présidentielle.

Maniema : le prix du carburant prend de l'ascenseur à Kindu. Le prix du carburant a augmenté jeudi 6 janvier 2022 à Kindu dans le Maniema, occasionnant une carence de cette denrée dans la ville. Un litre d'essence qui se vendait à 3000 FC il y a peu s'achète actuellement à 5000 FC (2,5 USD) à la pompe et 5500 fFC chez les revendeurs. Cette situation perturbe la circulation et le travail surtout des motocyclistes selon leurs témoignages. La carence de motos dans la ville pénalise la population qui ne sait plus prendre les taxis. Le conseiller provincial de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), justifie cette situation par la rupture des stocks dans la ville.

Nord-Kivu : plus de 1 000 malades mentaux pris en charge en 2021 à Butembo, dans le centre d'accompagnement psychosocial Salama de Butembo dans le Nord-Kivu. Les effets du traumatisme lié aux massacres dans la région de Beni est à la base de ce nombre très élevé des malades mentaux dans la ville. « Pendant l'année 2021, nous avons pris en charge 1078 malades mentaux. Nous avons réussi à stabiliser 773, qui vaquent maintenant librement à leurs occupations », a déclaré le psychologue Kambale Tamuwite. Il appelle donc à la pacification de la région, en vue de limiter la souffrance de la population. Il a indiqué que beaucoup de gens qui rencontrent des difficultés à comprendre et à surmonter les situations traumatisantes ont tendance maintenant à se livrer à la consommation de drogue, ce qui accélère le chiffre des malades mentaux au sein de notre communauté.⁴

Vendredi 7 janvier.

Nord-Kivu : la mesure interdisant les motos de circuler au-delà de 19 heures maintenue « jusqu'à nouvel ordre » Les autorités de la province ont apporté cette précision, jeudi 6 janvier, pour démentir les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux, qui indiquent que le maire de Goma a suspendu cette décision et que les motos pouvaient circuler au-delà de 19 heures. Cependant, l'autorité provinciale a promis aux motards que leur requête de voir leurs engins circuler au-delà de 19 heures sera étudiée en conseil de sécurité, pour voir si on pourrait revenir sur cette décision. Pour le maire de Goma, les conducteurs de motos doivent bien tenir compte du Code de la route pour limiter les cas d'accidents de circulation, devenus récurrents dans la ville. Il les a aussi appelés à dénoncer les cas d'insécurité, tueries et assassinats ciblés, devenus monnaie courante à Goma.

Kisangani : les agents de la division provinciale des mines réclament leurs primes non payées depuis 3 ans. Ils se disent confrontés à beaucoup de difficultés : « Surtout nous qui sommes de locataires, nous n'avons pas de moyens pour assurer la location de nos maisons et puis nous avons des enfants, nous avons des frères et sœurs à scolariser. Maintenant, nous avons tant de problèmes à résoudre. L'Etat congolais ne nous paye pas. » Ces agents se sont confiés à Radio Okapi, espérant pouvoir être entendus par le Président de la République. « Parce que à son accession au pouvoir, il nous a promis (qu'il appliquerait la politique de) 'Le peuple d'abord'. Mais, depuis que nous sommes là, nous ne voyons rien », ont-ils déploré.

Chinchards importés de la Namibie : l'UDPS/Matadi dénonce les prix élevés. D'après les manifestants, l'écart de prix entre ces chinchards et ceux vendus chez les opérateurs économiques n'est que de 4000 Fs (2 USD). Ce montant, selon eux, ne correspond pas à la promesse que le chef de l'état a faite à la population par rapport à l'amélioration du social. En furie, ces militants, brandissant les drapeaux de l'UDPS, ont pointé du doigt le chef de division provinciale de l'économie. Ce dernier, selon eux, ferait preuve de favoritisme en vendant ces chinchards aux politiciens à des prix élevés au détriment de la population, à qui ces poissons sont destinés en priorité. Ils fustigent également les modalités de la vente, ne consistant qu'à vendre aux grossistes, capables d'acheter à partir de cent cartons. Pour eux, la population ne gagne rien avec cette façon de faire. Pour

le chef de division provinciale de l'économie, les prix ainsi que les modalités de la vente de ces poissons émanent de sa hiérarchie à Kinshasa.

Maniema : certaines universités fermées continuent de fonctionner. Parmi ces institutions figure l'Université libre du Grand Kivu, qui justifie sa réouverture par le recours introduit à la hiérarchie. Son secrétaire général académique, explique : « La loi prévoit un recours. Et tant que le recours n'a pas encore été répondu, nous pensons que le fonctionnement d'office peut continuer. Et c'est dans cet aspect-là que nous avons lancé l'année. Nous l'avons bien lancée, les activités vont reprendre, les cours et l'encadrement de nos étudiants reprendront également et à la fin nous attendons le résultat de notre recours. » Au total, vingt-trois établissements d'Enseignement supérieure et universitaire (ESU) de la province du Maniema, jugés non viables, ont été fermés.

Tanganyika : la société civile plaide pour la réhabilitation de la route Kalemie – Uvira. La société civile de Kalemie dans la province du Tanganyika a interpellé jeudi 6 janvier les autorités locales sur la dégradation de la route nationale numéro 5, qui relie le Sud-Kivu au Tanganyika. Cette situation bloque, depuis deux mois, le passage des véhicules dans le centre de Kongolo, une cité située à 390 kms de Kalemie. Cette organisation citoyenne entrevoit par ailleurs des actions pour contraindre les autorités locales à trouver des solutions durables à ce problème. Son coordonnateur, tire la sonnette d'alarme : « J'interpelle tous les trois administrateurs de pouvoir user de leur pouvoir. Dans deux semaines, qu'il y ait le passage (des véhicules). La communauté est en train de payer des taxes. » Selon les usagers de ce même tronçon de route, piétons et conducteurs sont obligés de se frayer un chemin sur les rails de la Société nationale des chemins de fer (SNCC) pour contourner l'obstacle.

Grève du personnel scientifique : l'Université de Kindu n'en sera pas affectée (Recteur). « La grève des chefs de travaux et assistants n'affectera à aucun niveau l'Université de Kindu », a affirmé le recteur de cette université, mercredi 5 janvier lors de la cérémonie d'ouverture solennelle de l'année académique 2021-2022. L'Université de Kindu fonctionne avec un bon nombre des professeurs visiteurs qui sont disposés à dispenser leurs cours. Par ailleurs, ce n'est pas tout le personnel scientifique qui boycotte les enseignements, « parce que chacun à l'Université à ses objectifs. Il y en a qui viennent pour autres choses, mais ceux-là qui veulent avancer surtout qu'ils ont vu que nous sommes là pour les pousser, pour leur permettre d'aller de l'avant notamment en rapport avec leurs grades. Donc ils vont être là, ne vous en fait pas, ça ne posera aucun problème. »

Le rapatriement des reliques de Lumumba reporté au mois de juin. La décision a été prise par le Président la RDC en accord avec la famille du héros national. Le report est justifié par les nouvelles menaces posées par la pandémie de COVID-19. L'inhumation de l'ancien Premier ministre aura lieu à Kinshasa au lieu-dit Echangeur de Limete qui retrouvera sa dénomination de Mémorial Patrice Emery Lumumba.

Kongo-Central : la Police met en place des mécanismes pour mettre fin au règne des coupeurs des routes. Le commissaire adjoint chargé des opérations de la police du Kongo-Central, indique que les éléments de la police sont implantés dans tous les endroits où ces malfrats opèrent et promet que ces bandits seront tous arrêtés.

Nord-Kivu : plus de 1800 cas d'accidents enregistrés en 2021 (CNPR). D'après le directeur provincial de la commission nationale de prévention routière (CNPR), ces accidents de circulation ont causé 478 décès ainsi que plusieurs dégâts matériels. Les causes majeures de cette situation, restent notamment le manque de maîtrise du code de la route, l'excès de vitesse et l'ivresse au volant. Le gouverneur de province a signé un arrêté le 23 décembre, pour rendre obligatoire le recyclage de tous les conducteurs des engins roulants motorisés ou non.

Ituri : 5 morts lors d'une attaque des miliciens de la CODECO à Mongwalu, et cinq autres ont été enlevés dont trois femmes et deux orpailleurs. Ces événements causés par les miliciens de la Codeco sont intervenus au cours de l'attaque la nuit de jeudi à vendredi 7 janvier dans une carrière minière proche du village d'Andisa. Les autorités coutumières locales et les acteurs de la société civile déplorent l'absence des Fardc dans cette zone.

Nord-Kivu : déplacement massif des populations à la suite de la reprise des combats entre deux milices à Walikale. Selon des sources locales, ces affrontements entre les milices NDC/Rénové de Guidon et FPP/AP de Kabido qui avaient commencés en début de semaine, ont repris jeudi à Bukumbirwa. Les combats sont signalés ce vendredi matin dans les villages Kishongya, Kaindi, Ngerere et Bushalingwa. Le porte-parole des Fardc appelle la population au calme et assure que les opérations contre les groupes armés se poursuivent.

Début du procès des militants de la Lucha au tribunal militaire de garnison de Beni-Butembo. Douze des treize accusés étaient présents dans la salle d'audience. Ils sont tous poursuivis pour troubles à l'ordre public. L'un des accusés n'était pas présent dans la salle d'audience à cause de son état de santé. Treize militants de la Lucha avaient été arrêtés le 11 novembre dernier lors d'une manifestation dans la ville de Beni. La justice

militaire leur reproche d'avoir violé substantiellement la loi de la république en organisant une manifestation «désapprouvant les réalisations du gouvernement pendant la période de l'état de siège».

Samedi 8 janvier.

RDC : l'exécution du budget 2021 marquée par l'aggravation des pratiques de corruption (ODEP). Pour le président de l'Observatoire de la dépense publique (ODEP), 80 % de décaissements ont concerné les rémunérations au lieu et place des investissements. « Ces dépenses en dépassement sont justifiées par le recours à de mauvaises pratiques de gestion. La Présidence de la République a augmenté le nombre de son personnel, de 450 en 2018 à 1018 en 2021. Le bureau de l'Assemblée nationale rémunère 2556 membres de cabinet, hormis les 500 députés. Le bureau du Sénat rémunère 880 membres de cabinet, hormis les 109 sénateurs. La primature paie 606 (agents) politiques, affectés dans le cabinet du Premier ministre», rapporte Florimond Muteba. Les inégalités sociales sont également perceptibles dans la ressource de l'État. Le métier le plus marginalisé reste l'enseignement, a-t-il poursuivi. Selon lui, pendant que les institutions phares ont vu leurs dépenses exploser, les dépenses sociales visant principalement l'amélioration des conditions sociales de la population ont été faibles.

RDC : l'ANATC désigne Pierre Ngwangwa comme arbitre de conflits coutumiers. Pierre Ngwangwa Mintu est chef coutumier du groupement de Bateke Sud, chef-lieu Dumu territoire de Kwamouth, province du Mai-Ndombe. La première mission que l'Alliance nationale des autorités traditionnelles du Congo (Anatic) lui confie c'est de faire voter une motion afin d'obtenir le vote « une loi faisant de la coutume congolaise une institution autonome. » Le chef Wilbert Kyungu a fustigé la manipulation de la coutume congolaise par les politiciens. Le budget que l'Etat congolais a proposé à l'Anatic n'a jamais été débloqué. Cette institution coutumière n'a donc pas les moyens adéquats pour continuer à régler les conflits coutumiers à travers la République, a-t-il conclu.

Lancement du programme DDRC-S en Ituri. Selon le vice-ministre des Affaires étrangères, le lancement du programme de Désarmement, démobilisation et relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S) à Bunia marque une nouvelle ère et la détermination du gouvernement de la RDC pour l'instauration d'une paix durable. Cette province a connu plusieurs années de souffrances et violences, qui ont comme conséquences le meurtre de milliers de civils mais aussi des militaires et des partenaires, dont des soldats de la Monusco, et le déplacement de près de 2 millions de personnes. La province de l'Ituri compte une dizaine de groupes armés locaux. **La Monusco réitère son soutien au programme DDRC-S.** Selon la cheffe de bureau de la mission onusienne en Ituri, ce programme s'inscrit dans le cadre du nouveau mandat de la Monusco. Comme partenaire du gouvernement, la Monusco va apporter l'appui nécessaire à la réussite de ce processus pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans l'Est de la RDC. On est avec vous, à côté de vous, pour donner de notre mieux pour le succès de programme.

Bunia : 6 officiers Fardc condamnés pour détournement des fonds. Quatre colonels et deux majors ont été condamnés pour détournement de soldes de militaires décédés au front, au détriment de leurs veuves et orphelins, et faux en écriture. Trois ont été condamnés à cinq ans de prison et au paiement des frais d'instance de 250 000 FC. Trois autres ont écopé de deux ans de servitude pénale et doivent payer des frais d'instance de 250 000 FC. La cour militaire de l'Ituri a exigé des prévenus qu'ils remboursent les montants qu'ils ont détournés.

Félix Tshisekedi meurtri de voir les conditions de vie difficiles des Congolais quasiment abandonnés à leur sort. C'est ce qu'indique le compte-rendu du Conseil des ministres du vendredi 7 janvier. « Son constat est unique et sans appel sur l'état de cette partie du pays : la désolation. Pendant plus de 10 jours, il a sillonné le Kasai, le Kasai Central, le Kasai Oriental, la Lomami et le Sankuru. Dans chacune de ces étapes, il a eu des échanges avec les populations urbaines, périurbaines et rurales qui ont toutes réclamé de voir une nette amélioration de leurs conditions de vie. Cette situation qui n'est que l'échantillon de l'état général de nos populations dans toutes les provinces a fortement interpellé le Garant de la Nation et celle-ci devrait davantage interpellé l'Exécutif. Le Chef de l'Etat a rappelé aux uns et autres qu'il ne tolérera pas de trouver, dans le Grand Équateur, la situation qu'il a vécue dans certaines provinces déjà visitées. En attendant, le Président de la République souhaite, dans le cadre d'une évaluation à court terme, que chaque membre du Gouvernement, individuellement ou conjointement avec les autres dans les matières transversales, initie et réalise des actions de soulagement des populations dans son secteur respectif, notamment, en terme de desserte en eau potable, en matière d'électricité, d'infrastructures routières et de santé », a indiqué porte-parole du gouvernement.

Ituri : 12 rebelles tués dans les affrontements entre Fardc et ADF à Otmaber et Mambelenga. Ces combats ont contraint les populations de ces entités à momentanément quitter la zone. Le trafic entre Komanda et Luna sur la Route nationale numéro 4 a été perturbé, indiquent les sources locales. Il a fallu plus de cinq heures aux

Fardc pour arriver à bout de ces hommes armés qui ont attaqué à l'aube leurs positions à Otmaber et Mambelenga. D'après des sources locales, c'est vers 5 h du matin que ces miliciens ont tenté de déloger les forces loyalistes de ces villages : d'abord à Otmaber, explique un activiste des droits de l'homme. Le bilan établi par l'armée fait état de 8 morts du côté ennemi. Les habitants d'Otmaber ont dû trouver refuge à Mambelenga pour se mettre à l'abri.

Mais quelques minutes plus tard, ces assaillants ont de nouveau attaqué le village voisin de Mambelenga. Quatre autres rebelles ont perdu la vie à Mambelenga.

Kinshasa : Félix Tshisekedi pour la construction d'un centre logistique et de la délocalisation de l'actuel marché de Matadi Kibala. Le Président de la République a attiré l'attention du Gouvernement sur la problématique de la position actuelle du marché de Matadi Kibala situé sur la Route nationale N°1. Sa localisation et son fonctionnement actuels causent un engorgement inacceptable de la Route Nationale numéro 1 sur l'axe Kinshasa-Matadi qui met quotidiennement en danger la vie de ceux qui le fréquentent, a indiqué le ministre Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement. « Le Président de la République a demandé la mise en place d'une équipe de travail chargée de réaliser une étude de faisabilité en vue de la construction d'un grand centre logistique et de la délocalisation de l'actuel marché de Matadi Kibala qui permet de faire le stockage et la commercialisation des produits agricoles »

Dimanche 9 janvier.

Beni : une dizaine de présumés criminels arrêtés après un bouclage ciblé « Il y a eu ces deux derniers jours les cas d'insécurité dans la ville. Nous avons constaté qu'on a cambriolé dans une maison et on a tué un garçon. Hier aussi il eut aussi tentative, toujours dans la ville. Voilà nous nous sommes mis ensemble avec les membres du conseil de sécurité pour faire des bouclages. Et aujourd'hui nous avons ciblé quelques maisons », a rapporté le commissaire principal supérieur. Malgré ces résultats obtenus, il nourrit certains regrets : « Et malheureusement nous avons raté le grand criminel. Il est parti avec son arme en fuyant. Et il est connu. Nous allons l'identifier et l'arrêter parce que nous voulons mettre la main dessus afin qu'il soit déferé devant la justice pour qu'il soit puni. Nous entamons déjà les enquêtes pour départager ceux qui sont là. Ils vont bientôt être auditionnés. »

Nord-Kivu : une ONG locale plaide pour un couvre-feu dans la ferme Bunyole et ses environs à la suite de l'insécurité. Des incursions, kidnappings, tueries et braquages à répétitions sont signalés ces quatre derniers mois dans le pâturage de Bunyole et ses environs, dans le groupement Matanda, au territoire de Masisi (Nord-Kivu). Cette insécurité récurrente est déplorée et condamnée par l'Union des jeunes pour la défense des droits des agriculteurs et éleveurs du Nord-Kivu. « Voilà pourquoi nous insistons pour les patrouilles. En dehors de ça, le couvre-feu ou encore la réinstallation de cette ancienne position qui existait à Kasasa pour au moins maîtriser cette situation. Nul n'ignore que Mushaki, Bunyole était l'ancienne base logistique du CNDP et de M23. Et donc, c'est vraiment un grand intérêt que le gouvernement peut porter pour que la sécurité de cette entité soit vite maîtrisée. »

Nord-Kivu : des hommes armés attaquent une position de l'armée à Masisi. L'armée a confirmé samedi 08 janvier l'attaque d'une de ses positions, la veille, par des hommes armés non autrement identifiés à Bihambwe non loin de la ferme de Bunyole, entre Mushaki et le village Kadirisha, dans le groupement Matanda, au territoire de Masisi (Nord-Kivu). Après la riposte, les militaires ont mis la main sur des armes et des assaillants. Pour le porte-parole de Sokola 2, la contre-offensive de l'armée a été facilitée par la collaboration de la population et des services de sécurité qui ont vite alerté les éléments des Fardc basés dans la zone. Il affirme que l'une de personnes capturées, le chef de bande, interrogé n'a pas voulu divulguer l'identité de leur mouvement. Toutefois, « ce hors-la-loi a révélé que la motivation de leur incursion n'est rien d'autre que la balkanisation de la RDC ».

Butembo : la Monusco construit un pont reliant Butembo et Bashu. Cet ouvrage est d'une très grande importance sécuritaire et économique pour la ville. Il facilitera les interventions militaires dans le groupement Malio à partir de Butembo, et le ravitaillement de la ville en produits vivriers. « Le projet a un budget de 187 573 dollars. Le partenaire financier qui est la Monusco a accordé 132 852 dollars. Maintenant la contribution locale est évaluée à 54.721 dollars. Cette part contient tous ces travaux de terrassement et l'aménagement des chemins de déviation pendant la construction du pont ». Selon l'ingénieur en chef, Alain Muliro, l'actuel pont va être démolé avant la construction de la nouvelle.

Maniema : des dégâts matériels causés par une forte pluie aux villages Kasembe et Lubile. La pluie accompagnée d'un vent violent qui s'est abattue dans la nuit du 7 au 8 janvier a causé plusieurs dégâts matériels

dans les villages Kasembe et Lubile, dans le groupement Sange, secteur de Beia en territoire de Pangi. 71 ménages ont pris refuge au village Kaseme et 246 à Lubine. Selon lui, cette catastrophe arrive à la saison de récolte et la population a perdu toute sa moisson. Ce qui rend toutes les familles vulnérables.

COVID-19 : la task force de la Présidence de la République rejette les allégations de corruption dans la gestion des fonds. Dans son rapport sur la gestion des finances publiques, publié vendredi 7 janvier, l'ONG locale Observatoire de la dépense publique (ODEP) a cité cette structure de la présidence, impliquée dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 en RDC, parmi les institutions actrices de l'aggravation des pratiques de corruption et de banalisation des cas de violation de la loi relative aux finances publiques. Le coordonnateur de la task force COVID-19 de la Présidence de la République, a précisé que cette structure ne dispose d'aucune prérogative ni d'un statut susceptible d'abuser ou d'influencer la gestion des fonds destinés à la lutte contre la COVID-19.

Beni : les Farde appellent la population au calme après les combats à Bashu. Des sources locales affirment que les premiers affrontements ont lieu samedi entre les éléments du 313ème bataillon commando et ces Maï-Maï au village Kighali dans le groupement Vuhovi en chefferie de Bashu. Lors de ces combats, l'armée a pu neutraliser six combattants Maï-Maï, capturer quatre d'entre eux et en a grièvement blessé un. Coté Farde, on a enregistré un mort, confirment les sources militaires. Selon l'armée, après interrogatoire, ces quelques miliciens capturés ont fait savoir que la multiplicité de groupes armés dans cette zone a un double objectif. « D'une part, mener des actions terroristes pour des règlements de compte dans des conflits fonciers ; et d'autre part, renforcer les rangs des terroristes ADF pour mettre des bâtons dans les roues aux forces loyalistes dans le Bashu ». Dans la localité de Karuruma, cinq combattants ont été neutralisés la nuit de samedi 8 janvier. Ce dimanche, l'armée rassure que tous ces villages sont sous contrôle et le calme y règne déjà.

Kinshasa : les malades du centre Mabanga reçoivent de l'assistance de la Fondation Fokam. Les malades du centre médical mixte anémie SS « Mabanga » de Kinshasa ont reçu le 8 janvier des vivres et des produits non alimentaires, don de la fondation Kabeya Mardochée (Fokam). Selon cette organisation, cette action caritative vise à soulager ces malades hospitalisés et même ceux qui vivent dans leurs familles et certains qui sont sans abris. Ce don était constitué du riz, du sucre et d'une somme d'argent remis à chaque nécessiteux. La drépanocytose est la première maladie génétique au monde. Elle demeure une maladie dite « négligée » qui nécessite des soins appropriés. Pour la prévenir, un test sanguin de chaque couple avant le mariage est recommandé.

Sud-Kivu : hausse des prix de biens et services à Shabunda à la suite de la baisse du trafic aérien. Selon la société civile de ce territoire, cette hausse est constatée depuis la fin du mois de décembre, quelques jours après le crash de l'avion de la compagnie Swala Aviation à Shabunda. Cette compagnie a cessé ces activités à la suite de cet accident, laissant le marché de fret des marchandises à deux agences Agefreco et Congocom qui ont revu leurs prix à la hausse, face au monopole. 1 kilo de fret qui valait 2700 est passé à 3000 FC. Cette hausse de prix de service de fret a provoqué celle d'autres biens, notamment le carburant et les produits vivriers. L'administrateur du territoire de Shabunda, a convoqué les représentants des Agences Agefreco et Congocom, pour leur demander d'adapter les prix des frets au pouvoir d'achat de la population. Un compromis a été trouvé.

Ituri : la population demande au gouvernement de mettre les moyens pour la réussite du PDDRC-S. Certains habitants se sont exprimés à l'issue de l'atelier de réflexion sur la compréhension et la mise en œuvre du Programme DDRC-S qui a été organisé par l'ONG ACIAR à Bunia le vendredi dernier, à l'intention de plus de 250 personnes issues des différentes couches sociales. La majorité des participants ont insisté pour que le gouvernement « fasse preuve de sérieux » dans la mise en œuvre des projets qui seront exécutés dans le cadre du relèvement communautaire. Christian Shauri qui encadre un groupe de jeunes de Bunia, estime « tant que les Ituriens ne vont pas jouer franc-jeu pour accompagner ce processus de paix, il sera difficile de mettre fin aux violences qui endeuillent cette province ».

Nord-Kivu : retour au calme à Masisi après une vive tension à la suite du meurtre d'un sexagénaire. Khaneno Eric, agent de l'Etat commis à la résidence de l'Administrateur assistant de Masisi, a été tué par un militaire incontrôlé qui réclamait sa solde. La société civile est indignée par rapport à cet assassinat et exige l'organisation urgente d'un procès en flagrance. Le présumé auteur a été maîtrisé et transféré à l'auditorat militaire de Masisi.

Médias : après 4 jours de disparition, le journaliste Muhindo Samuel retrouvé dans un état critique. Selon l'Union nationale de la presse de Congo à Goma, Muhindo Samuel a été retrouvé vivant par les passants, après 4 jours de disparition comme otage de personnes inconnues. L'UNPC/Nord-Kivu indique que le journaliste est

dans un état de santé très critique. Il a été transféré dans une structure sanitaire de la place pour des soins appropriés

Début lundi 10 janvier à Kinshasa des obsèques de Mgr Tharcisse Tshibangu Tshishiku. Le programme des funérailles est scindé en 3 journées : la première journée du 10 janvier, sera consacrée à la cérémonie d'hommage académique, scientifique et culturelle. Ces hommages sont organisés au musée national de Kinshasa qui durera de 10h à 18h. La deuxième journée, le 11 janvier est réservée à la cérémonie officielle, qui se passera sous haut patronage du Président de la République. La cérémonie aura lieu au palais du peuple à partir de 11 heures. L'inhumation aura lieu le 12 janvier, dans l'intimité familiale à la paroisse universitaire Notre Dame de la Sagesse.

José Mpanda sur les projets de développement non réalisés dans le Kasai : « Nous sommes des voleurs ». Selon le ministre de la Recherche scientifique, plusieurs projets financés en faveur du Kasai-Oriental n'ont pas impacté positivement sur la vie de la population de la province. Il pense que tous les projets sont à reprendre, et les détourneurs doivent être poursuivis. Il se dit « étonné » de ce qu'il a vu. « Tshilejelu : zéro, DAIPN : zéro, Nkuadi: zéro. J'étais à côté du Chef de l'Etat, j'ai entendu les gens dire qu'on les avait trompés » Il dit ne pas comprendre que les fonds soient débloqués mais que les gens se partagent l'argent.

Lundi 10 janvier.

Nord-Kivu : le couvre-feu avancé à 19 heures à Beni et Butembo. Cette mesure est prise depuis l'explosion d'une bombe artisanale à Beni le soir de Noël. La majorité des habitants saluent la décision du gouverneur, destinée à protéger la population. Mais certains pointent des difficultés qu'occasionne un couvre-feu instauré dès 19 heures. C'est le cas de ce tenancier de restaurant. L'heure du couvre-feu perturbe également le secteur des médias. Plusieurs radios et télévisions de Butembo ont bouleversé leurs programmes habituels. D'autres ont même supprimé des éditions. Le directeur de la radio Salama, Jeremy Kyaswekera affirme que l'un de ses techniciens a été arrêté dans la nuit du 1er au 2 janvier pour violation de couvre-feu.

Initialement prévu pour le 4 janvier, le corps de l'artiste Lutendo Matumona sera rapatrié en RDC ce mardi 11 janvier. Initialement prévu pour le 4 janvier 2022, le programme du rapatriement a été modifié pour des raisons administratives et logistiques. Cette date était le fruit du consensus entre le gouvernement, les artistes musiciens et la famille du disparu. Le chanteur Lutendo Matumona alias Général Defao est décédé le 27 décembre 2021 à Douala, au Cameroun, à l'âge de 62 ans.

Procès du meurtre de Rosy Mukendi : le verdict attendu ce lundi. Le 25 février 2018. Rosy Mukendi, 36 ans, tombe sous des balles alors qu'il participe à une marche du CLC réclamant l'alternance au sommet de l'Etat par le départ de l'ancien président Joseph Kabila avec la tenue des élections. C'est en 2021 que s'ouvre son procès. Dans le box des accusés, on trouve la principale inculpée, Carine Lokeso, commissaire supérieure adjointe et un des gardes du corps, Tokis Koumbo, Franco Bivuala, un troisième mais en cavale jusqu'à présent que les parties civiles présentent comme celui qui a appuyé sur la gâchette. Après plusieurs reports, en décembre dernier, le ministère public requiert dix ans de prison ferme contre Carine Lokeso pour violation des consignes et meurtre par participation criminelle et la servitude pénale à perpétuité contre Tokis Koumbo. Mais les inculpés clament toujours leur innocence. **La peine à perpétuité contre le commissaire supérieur adjointe Carine Lokeso.** La Cour militaire la reconnaît coupable de meurtre de l'initiateur du collectif 26, Rosy Mukendi. Elle est également condamnée à 10 ans de servitude pénale pour violation des consignes ». La Cour a également prononcé sa destitution et mis les frais d'instance à charge de l'Etat. Les juges estiment aussi qu'elle peut bénéficier des circonstances atténuantes compte tenu de son jeune âge.

Nord-Ubangi : début de la grève sèche du personnel scientifique de l'Université de Gbadolite. Le représentant des enseignants de l'UNIGBA, soutient que cette grève concerne tout le corps scientifique, au niveau national. Le personnel scientifique des institutions publiques de la RDC sont en grève. Ils exigent la réduction des écarts dans la rémunération entre les professeurs et les scientifiques, mais aussi l'amélioration des conditions de vie, l'inscription sur les listes de paie de ceux qui travaillent depuis des années mais qui ne sont pas payés par l'Etat. **Kongo-Central : assistants et chefs de travaux de l'ISP Mbanza Ngungu en grève.** Le corps scientifique évoque comme raison la précarité des conditions socioprofessionnelles dans laquelle ils sont plongés depuis plusieurs années. Ces scientifiques réclament ce qui suit : l'inscription sur la liste de paie (mécanisation) et la paie des chefs de travaux et assistants Nouvelles unités et Non payés; la paie au grade statutaire des assistants et chefs de travaux sous-payés ; l'amélioration des conditions salariales de membres du corps scientifiques de toute la RDC.

Mbuji-Mayi : les fidèles catholiques rendent hommage à Mgr Tshibangu. La mémoire de Tshibangu Tshishiku reste gravée dans la vie des paroissiens de Mbuji-Mayi, témoignent plusieurs chrétiens. Nombreux d'entre eux reconnaissent qu'il était un homme plein d'amour et de bonnes initiatives. D'autres estiment qu'il était un bon rassembleur et un homme exceptionnel. Plusieurs délégations de la province du Kasai-Oriental se sont déplacées vers Kinshasa pour lui rendre hommage.

Maniema : la Caritas promet l'assistance à plus de 700 ménages de Punia affectés par la pluie. Les 703 ménages sinistrés d'un vent violent accompagné d'une pluie diluvienne qui s'était abattue dans le territoire de Punia le 9 décembre 2021 seront bientôt assistés par Caritas développement Kindu, dans la province du Maniema. L'opération d'identification des sinistrés est en cours. Selon le coordonnateur du bureau diocésain des urgences, solidarité et partage de la Caritas développement Kindu, cette assistance basée sur la vulnérabilité sera en cash.

Nord-Kivu : le nouveau comité de l'ECC prône la paix et la cohésion communautaire dans la région. Les sept membres du nouveau comité provincial de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) installés officiellement dimanche 9 janvier à Goma dans la province du Nord-Kivu ont été appelés à travailler pour la paix et la promotion de la cohabitation interethnique dans la province. « Face à la suite de plus en plus préoccupante et qui constitue une menace contre l'intégrité du territoire national, la mission de l'Etat de siège et de l'église est la promotion de la paix. C'est pourquoi, nous devons conjuguer nos efforts pour conquérir cette paix, devenue une denrée rare pour notre province ». Le nouveau président provincial de l'ECC, a insisté sur la mission d'unir les communautés ethniques : « J'aimerais que les différentes communautés de l'ECC forment une véritable Eglise unie ».

Goma : trafic urbain perturbé à la suite de la contestation des conducteurs des taxis-bus. Les conducteurs des taxis-bus protestent contre la décision du maire de la ville, visant à colorer tous les taxis-bus en jaune. Du coup, toutes les activités socio-économiques tournent au ralenti. Le maire justifie cette initiative par des raisons sécuritaires.

Kasai-Oriental : la société BAB juge « prématuré » de parler d'échec du projet agricole de Nkuadi. Selon le directeur de la société Bio agro business (BAB), ce projet qui est en cours a déjà produit plus de 1 000 tonnes de maïs qui ont permis à la population de Mbuji-Mayi de ne pas connaître de pénurie. Il reconnaît toutefois que la production optimale n'est pas encore au rendez-vous, « parce que les infrastructures ne sont pas encore prêtes. ». « Mais, entre-temps, nous avons trouvé des solutions palliatives en réhabilitant l'usine de la MIBA (société Minière de Bakwanga). Ça nous a permis de produire au moins localement du maïs sur 1000 hectares l'année passée et 500 hectares cette année, en saison A. Et nous allons encore presque produire 500 hectares en saison B », affirme-t-il. Lors d'un point de presse dimanche dernier à Mbuji-Mayi, le ministre de la Recherche scientifique, José Mpanda Kabangu, affirmait qu'il n'y avait aucun projet de développement réalisé dans le Kasai. Il s'est dit « étonné » de ce qu'il a vu de ses propres yeux dans la région : « Tshilejelu : zéro, DAIPN : zéro, Nkuadi : zéro. » Le projet agricole volontariste est un projet du ministère de l'Agriculture géré par la société Bio agro business. Il est financé par l'homme d'affaires belge Philippe de Moerloose, qui est à la tête d'un holding spécialisé dans la distribution d'engins agricoles, miniers et de carrières.

Tshopo : grogne à la RVA, les agents réclament 60 mois d'arriérés de salaire. Dans une déclaration faite lundi 10 janvier, ils disent être à bout de souffle après avoir accumulé plus de 60 mois d'arriérés de salaires, sans compter les 12 derniers mois de l'année 2021 qui vient de s'achever. C'est dans ce climat tendu et de protestation contre l'injustice et de revendication de leurs droits que le Commandant intérimaire et le délégué syndical ont été rappelés à Kinshasa. Ce qui les écœure surtout, ce sont les promesses non tenues par les autorités. Celles-ci ignorent, selon eux, qu'ils exercent des responsabilités à assumer. Les agents de la RVA disent suivre de près l'évolution de ce dossier. Ils promettent de passer à la vitesse supérieure si aucune solution n'est trouvée à leurs revendications.

Mardi 11 janvier.

Nord-Kivu : après plus d'un mois d'interruption, les élèves reprennent le chemin de l'école à Mangina. Selon le chef du centre scolaire de Mangina, les activités scolaires étaient interrompues dans ce secteur depuis le 3 décembre dernier à cause des attaques armées meurtrières enregistrées dans plusieurs villages de cette commune. Ces attaques avaient contraint de nombreux ménages à s'enfuir et trouver refuge ailleurs. Il appelle les parents à envoyer les enfants à l'école pour éviter d'accumuler un retard « plus important » sur le calendrier scolaire. Il dit garder espoir que les enfants vont fréquenter l'école en grand nombre. Selon lui, les heures des

cours seront rallongées pour rattraper le retard enregistré pendant tout le temps que les enfants ont passé à la maison.

Beni : le coordonnateur du PDDRS-C invite les groupes armés à déposer les armes. « Il y a un temps pour tout. Il y a un temps pour la guerre et il y a un temps pour la paix, c'est le temps de faire la paix », a lancé le coordonnateur du PDDRS-C, Tommy Tambwe, aux groupes armés qui ont pris les armes dans la région de Beni au nom d'une certaine idéologie. Pour lui : « Il ne s'agit par d'un DDR qui intègre automatiquement les groupes armés dans l'armée nationale, la police ou intégration automatique avec leurs grades. C'est un programme non militaire, un programme civil, un programme de développement communautaire ».

Goma : le maire suspend la mesure d'uniformiser la couleur des taxis. Le Maire de la ville de Goma, a suspendu momentanément sa mesure controversée visant à peindre en jaune tous les véhicules qui font le transport en commun. Il annonce une réunion avec toutes les parties prenantes, jeudi prochain. Cette mesure a poussé les taxis et taxis-bus à arrêter la circulation toute la journée de lundi à Goma. Leurs propriétaires demandent aux autorités de trouver un consensus avec tous les usagers.

Conditions de vie difficiles dans les lieux de déplacement : les déplacés d'Irumu regagnent leurs villages. Ce qui constitue un danger sécuritaire pour ces ménages qui risquent ainsi leurs vies, car les attaques des rebelles se poursuivent toujours dans la zone, ajoute cette structure. La société civile indique que ce mouvement de retour forcé de la population est observé aux villages de Bwanasura, Mambelenga, Ndimbo, Atende, Matchongani et Idohu dans le groupement Bandavilemba. Toutes ces entités sont situées le long de l'axe Komanga-Luna. Ces personnes dont de nombreuses femmes et des enfants proviennent de Komanda, Bavonkutu et Marabo. Elles sont contraintes de retourner progressivement dans leurs villages respectifs pour chercher à manger, avec tous les risques possibles.

Lubero : déplacement des populations à la suite de la présence des miliciens Mai-Mai. La société civile rapporte que de nombreux habitants de Mbwavinywa se sont dirigés vers Kasiki. Avec la présence des Mai-Mai NDC Rénové dans la région, ces habitants redoutent des affrontements avec les éléments de FPP/AP de Kabido dont le quartier général se trouve à Mbwavinywa. Ces miliciens du groupe NDC Rénové ont également été aperçus lundi 10 janvier à Buleusa, une localité située à la limite du territoire de Lubero et celui de Walikale. Cette présence des miliciens vise à dissuader les habitants qui s'étaient pourtant réfugiés dans ce village à y rester.

Goma : environ 8 quartiers privés d'eau depuis 3 jours. Cette situation est due à une panne technique dans le réseau de distribution local, avec l'éclatement de la conduite mère de refoulement au niveau du cercle sportif, non loin de la 34^e Région militaire, en plein centre-ville. Des milliers de personnes, hommes, femmes et jeunes parcourent de longues distances pour s'approvisionner en cette denrée rare au lac Kivu. Les quartiers les plus touchés par cette pénurie d'eau potable sont notamment Majengo, Buhené et Katoyi. Les spécialistes de santé redoutent déjà l'apparition des maladies d'origine hydriques. Le directeur de la Regideso, promet pour sa part, le rétablissement du dessert à partir du réservoir de stockage de Bushara, à 7 kms de la ville, dans un futur proche.

Bukavu : pénurie d'eau dans la ville depuis plusieurs semaines. Des quartiers entiers restent sans eau. Ce qui oblige la population à se diriger vers les bornes fontaines de routine ou encore vers le lac Kivu pour s'approvisionner en eau. La direction de la Regideso appelle la population au calme et à la patience. Selon elle, les techniciens sont à l'œuvre pour remédier à cette situation.

Grâce à trois générateurs de 800 KVA, la Snel fournit l'électricité en permanence à Kananga. « Pour continuer à avoir du carburant et donner du courant électrique, la Snel envisage d'installer des compteurs qui permettront aux abonnés de payer la consommation. Elle voudra également que ceux qui utilisent l'énergie puissent payer les factures qui permettront d'alimenter les nouveaux générateurs ». La ville de Kananga est alimentée par la Snel à travers une centrale thermique qui nécessite du carburant. Cette situation faisait que la Snel avait toujours eu du mal à desservir la population régulièrement (24h/24) soit par manque de carburant soit lorsque le générateur connaît une panne. Depuis la fin de l'année 2021 par contre, la Snel dessert la ville en permanence à la satisfaction de la population locale. Des habitants de Kananga ne croient pas que l'électricité restera de façon permanente :

Lamuka fustige la nomination du nouveau secrétaire exécutif de la Ceni. Selon Martin Fayulu et Adolphe Muzito, le fait que Mabiku Totokani soit un ancien conseiller du Président Felix Tshisekedi enlève toute crédibilité à ces élections. « En manipulateur maladroit, il tente de distraire tout le monde en posant les jalons de sa volonté ferme de tricher lors des élections de 2023 ou de renvoyer celles-ci aux calendres grecques », a estimé

l'un des porte-paroles de Lamuka. Cette nomination vient s'ajouter à d'autres, notamment à la Cour constitutionnelle dans le but de faciliter la fraude aux élections de 2023. Le président de la Ceni a nommé jeudi 6 janvier dernier Mabiku Totokani comme le nouveau secrétaire exécutif national de la Ceni. Il remplace à ce poste, Ronsard Malonda. **Elections 2023 : « Ceux qui crient à la planification de la fraude ont peur de l'UDPS », estime le député Ntumba Tshiabola.** Il réagissait à la déclaration de la plateforme politique de l'opposition Lamuka qui boude la nomination de Mabiku Totokani Thotho au poste de secrétaire exécutif national de la Commission électorale nationale indépendante. Selon lui, les gens qui font de telles déclarations « ont simplement peur des élections. Qu'ils se préparent. Ce ne sont ni les membres de la Ceni, ni ceux de la Cour constitutionnelle qui votent. C'est la population congolaise qui avait voté l'actuel Président de la République et nous espérons qu'elle va encore lui renouveler sa confiance en 2023 », prédit-il.

Un syndicat des enseignants salue la suppression de l'IPR sur leurs salaires. Le rapporteur de la Force syndicale nationale, estime que cette décision va beaucoup soulager les enseignants. Il indique que dans la mesure où l'Etat ne peut pas appliquer ses devoirs, il ne peut pas exiger des droits sur le dos des enseignants. L'Impôt professionnel sur le revenu (IPR) a été supprimé pour tous les enseignants du sous-secteur de l'EPST. L'annonce a été faite lundi 10 janvier par le ministre Tony Mwaba Kazadi sur le compte twitter de son ministère.

Haut-Katanga : la ferme Espoir de Joseph Kabila en justice contre l'activiste des droits de l'homme Timothée Mbuya. Timothée Mbuya est poursuivi pour imputation dommageable pour avoir accusé, dans un communiqué de presse publié le 30 septembre 2021, la ferme Espoir d'avoir spolié « de manière manifeste » le parc national de Kundelungu en érigeant une clôture au-delà de ses limites en privant le parc de la faune et de Flore sur une grande étendue. Cette première audience a duré une trentaine de minutes. En effet, les avocats de Timothée Mbuya ont démontré que le tribunal n'a pas été régulièrement saisi parce que l'exploit d'assignation de leur client a été déposé, non pas à son domicile comme l'exige la loi mais au bureau de l'ONG Justicia Asbl. Après une longue joute verbale contradictoire entre les représentants de deux parties, le président du séant a rejoint les préoccupations des avocats de Timothée Mbuya et renvoyé les deux parties.

Ituri : 7 présumés miliciens Codeco arrêtés à Bunia. Parmi ces rebelles, figure l'un des fondateurs et présenté aussi comme féticheur de ce groupe armé. C'est depuis la semaine du 3 janvier que l'armée a lancé des offensives contre un bastion du groupe armé Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais URDPC/Codeco dans plusieurs entités des territoires de Djugu et Mahagi. Plusieurs miliciens avec leurs armes ont été arrêtés et d'autres neutralisés au cours de ces opérations qui se poursuivent. L'armée a réussi à mettre la main sur une centaine de membres de ce groupe armé, tous mis à la disposition de la justice militaire.

Marie-Hélène Mathey, nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la RDC aux Etats-Unis d'Amérique. La nouvelle ambassadrice est titulaire d'un doctorat en droit et une licence Spéciale en droit international à l'Université Libre de Bruxelles. Ministre de l'Industrie et Commerce en 2001, Mme Mathey Boo a aussi exercé les fonctions de Directrice du Centre international des civilisations Bantu (CICIBA). Le CICIBA est l'organisation qui a pour vocation de protéger, promouvoir et développer les cultures des civilisations Bantu.

Mercredi 12 janvier.

Le prix du carburant en hausse à Butembo. Il se vend, depuis mardi 11 janvier à 2500 FC à la pompe, contre 2 200 FC auparavant. Les véhicules transportant du carburant importé en RDC ont été bloqués pendant une semaine à Malaba à la frontière entre l'Ouganda et le Kenya. Les chauffeurs, qui ont été obligés de passer ce test au Kenya, ont refusé de passer un autre le lendemain en arrivant à Malaba sur le territoire ougandais. Cette situation a immobilisé de nombreux camions qui devaient approvisionner la ville de Butembo, explique le président régional de la FEC. Ce retard d'approvisionnement maintiendrait les prix du carburant à un niveau encore élevé, déplore Muhindo Nzoli, un revendeur de carburant à Butembo. Il dit travailler à perte. Du côté des chauffeurs de taxi-moto, principal moyen de transport en commun dans la ville, on explique la hausse du prix d'une course par celle du carburant. « Sur la course qui était de 1 000 FC, nous avons ajouté 500 FC.

Mbandaka : le SYECO traîne la Caritas en justice. Le Syndicat des enseignants du Congo (SYECO/Lukolela) se plaint du non-paiement de quinze mois d'arriérés des frais de fonctionnement destinés aux écoles publiques et aux bureaux gestionnaires de Lukolela entre 2017 et 2018. A cela s'ajoute la somme de 300 millions des francs congolais incendiée pendant le transport des fonds destinés à la paie du mois d'octobre 2020 pour les territoires de Lukolela et de Yumbi. Cependant, la procédure judiciaire au parquet de Mbandaka accuse une lenteur.

Plus de 300 ménages victimes d'inondations en détresse à Salamabila (Société civile). Ces familles passent nuit à la belle étoile et sont exposées à toutes sortes d'intempéries, a indiqué le 11 janvier une équipe de cette municipalité qui a effectué une ronde dans cette partie de la province. Selon le président de la société civile locale, l'église CADAF, l'église 5ème CELPA, l'Eglise Catholique et une Mosquée ont accueilli les victimes de ces innovations, mais ces structures sont confrontées au problème de manque d'assistance humanitaire.

Procès Chebeya : reprise des audiences devant la Haute Cour militaire, mardi 11 janvier. Selon les sources judiciaires, ces audiences avaient été interrompues quelques jours avant les festivités de fin d'année. La Haute Cour militaire va poursuivre son instruction là où elle s'est arrêtée, avec la confrontation des prévenus et renseignements aux dépositions du major Paul Mwilambwe. Selon les parties, ça devrait être aussi l'entame des plaidoiries qui avaient déjà été annoncées par la Haute Cour.

Procès Rossy Mukendi : sa famille promet d'aller en appel contre les dommages et intérêts. Selon elle, la modique somme de 105.000 USD ne représente pas grand-chose pour subvenir aux besoins de la famille de son client, d'autant plus qu'elle ne sera pas payée entièrement. Rossy Mukendi venait de terminer ses études universitaires et il avait commencé une belle carrière qui lui permettait de prendre convenablement en charge sa famille, a-t-il rappelé.

Dieudonné Mirimo : « La Ceni doit rassurer toutes les parties prenantes ». Dieudonné Mirimo réagissait à la nomination controversée de Mabiku Totokani Thotho, ancien conseiller du président Félix Antoine Tshisekedi, au poste de secrétaire exécutif national de la Commission nationale électorale indépendante. « Or, quand nous suivons des réactions de Lamuka, nous suivons le rapporteur du PPRD (qui fait partie du FCC) si déjà ceux-là crient par rapport à ce qui s'est passé, il y véritablement un problème ». La coalition Lamuka affirme que, par cette nomination, Félix Tshisekedi tente de distraire tout le monde, en posant les jalons à la fois de sa volonté ferme de tricher lors des élections de 2023 ou de renvoyer celles-ci à une date ultérieure. Pour le rapporteur du bureau politique du PPRD, cette nomination ne fait qu'amplifier la méfiance sur les prochaines élections.

Goma : rétablissement d'eau dans 8 quartiers après 6 jours de pénurie. L'eau de la Régie de distribution d'eau coule de nouveau, depuis le 12 janvier, aux robinets dans les huit quartiers de la ville de Goma, au Nord-Kivu. Le directeur provincial de la Regideso justifie les causes profondes des pannes techniques récurrentes qui surviennent sur cette conduite de refoulement par la vétusté des tuyaux. Il a précisé que ses équipes ont travaillé avec beaucoup d'assiduité pendant deux jours afin de pouvoir réparer, maîtriser cette fuite.

Lubumbashi : le carburant se vend au compte-goutte dans les stations-services. Selon les automobilistes, plusieurs stations-services de la ville ne vendent pas le carburant comme à l'accoutumée. Les pétroliers ont peur de continuer d'accumuler des pertes et manques à gagner en vendant le carburant au prix de 2100 FC le litre. Ils demandent au gouvernement d'honorer ses engagements en payant tous les trois mois les pertes et manque à gagner enregistrés par les pétroliers, à cause du gel des prix leur imposé. Ils proposent également que le gouvernement publie la nouvelle structure des prix. Le litre reviendrait à 2700 FC au lieu de 2100 FC.

Ituri : 40 otages des ADF délivrés par les Fardc, dans les localités d'Otmaber et Ndimu au sud du territoire d'Irumu, en Ituri. Des sources militaires indiquent que, depuis le weekend dernier, les Fardc ont intensifié leurs opérations contre des éléments armés du groupe Mai-Mai Kyangenda et des rebelles des ADF dissimilés dans la forêt d'Otmaber et Ndimu sur l'axe Komanda-Luna. L'objectif, selon l'armée, est de détruire les positions de ces hommes armés qui cherchent à tout prix à s'organiser dans la zone afin de s'attaquer aux civils. Des membres de la société civile locale souhaitent que ces opérations militaires se poursuivent pour permettre le retour des habitants dans leurs villages.

Beni : le CEPADHO salue l'implantation du programme DDRC-S. « Le premier défi, c'est le contexte lui-même. Nous pensons que le programme de Démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S) ne peut réussir que là où l'armée est efficace dans ses opérations de traque contre les groupes armés et les mouvements terroristes. L'adhésion à ce programme dépend de la puissance de feu contre les réfractaires à ce processus où les autres groupes qui écumant la région », a expliqué son coordonnateur. L'autre défi se rapporte aux moyens mis en place, « parce que si la République ne consent pas d'énormes moyens pour la sensibilisation des communautés ou des groupes armés et pour la prise en charge des (combattants qui se seraient) rendus et leur réinsertion réussie, le programme pourra connaître un échec. » Le coordonnateur du Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) a cité « les complicités et manipulation politiciennes. Il faut que nous puissions considérer cela comme un défi aux côtés de la mobilisation des moyens par les partenaires techniques et financiers. »

Mgr Tharcisse Tshibangu inhumé mercredi 12 janvier à Kinshasa. C'est à 9h30, que la dépouille de Mgr Tharcise Tshibangu Tshishiku a été exposée à l'esplanade du bâtiment administratif de l'Unikin, où les hommages académiques lui ont été rendus. Une procession des professeurs a été organisée jusqu'à l'Eglise Notre Dame de la sagesse où une messe a été dite par le cardinal Fridolin Ambongo archevêque métropolitain de Kinshasa, entouré d'une dizaine d'évêques venus sur l'ensemble du pays. Plusieurs personnalités politiques et militaires, dont le président du Sénat, président de la Cour constitutionnelle, le chef de la maison civile du chef de l'état ont pris part à cette cérémonie. C'est aux environs de 15h que Mgr Tharcise Tshibangu Tshishiku a été inhumé dans un mausolée construit juste derrière l'Eglise Notre Dame de la sagesse dans l'intimité de quelques membres de sa famille biologique et des clergés catholiques.

Les familles Chebeya et Bazana demandent la comparution de Joseph Kabila au procès. En dehors de Joseph Kabila, les deux familles demandent aussi la comparution de toutes les personnalités citées par le prévenu Paul Mwilambwe. Le Ministère public a donné un avis favorable dans l'intérêt, a-t-il dit, d'un procès équitable pour élucider certaines zones d'ombre. Et la Haute Cour militaire de Kinshasa-Gombe a promis d'y répondre.

Ituri : la Monusco ouvre une base temporaire à Drodro. « La Monusco a effectivement décidé d'ouvrir une base temporaire à Drodro, dans le but d'accompagner potentiellement le retour sécurisé des déplacés qui, à la suite des attaques contre leurs villages, il y a maintenant plusieurs semaines, s'étaient déplacés vers un autre site de la MONUSCO qui se situait à peu près à 15-17 kms de là, à Rhoe. Et au site de Rhoe, nous avons maintenant, depuis donc plusieurs mois, plus de 70 000 déplacés », explique le porte-parole de la Monusco. Selon lui, il était important de voir comment permettre à une partie de ces déplacés, de retourner à Drodro, de retourner dans leurs villages ou aux alentours. La Monusco se propose d'offrir pendant trois mois du carburant à 6 radios communautaires de Komanda et Aveba afin d'appuyer ces médias locaux à accomplir leur service.

Kinshasa : incendie d'une maison dans la commune de Matete, deux membres d'une même famille tués. Deux étudiants, membres d'une même famille sont décédés mardi 11 janvier pour le premier, et mercredi 12 janvier matin pour le second. Héritier et Glodys Mongoloka ont tous été victimes de l'attaque de leur domicile par une bande de jeunes qui ont incendié leur domicile, relate un témoin habitant la même parcelle.

Jeudi 13 janvier.

Nord-Kivu : situation sécuritaire précaire à Rutshuru, déplore la société civile. Le représentant de la société civile locale parle de la présence des groupes armés tels que les FDLR, les Mai-Mai dans les chefferies de Bwito et Bwisha, ainsi que dans le Rugari, ou des M-23 s'étaient repliés dans le Parc, il y a quelques semaines. Il demande à l'armée congolaise, aux autorités et à la population de se liguer pour parer aux éventuelles attaques et donner l'information en temps réel aux décideurs.

Sama Lukonde exhorte le Gouvernement à traduire les performances économiques dans le vécu des populations. Le Premier ministre a lancé cet appel au cours de la réunion du Comité de conjoncture économique qu'il a présidée le mercredi 12 janvier 2022 à la Primature. Cette réunion a analysé la situation économique du pays et a noté une amélioration sensible des indicateurs macro-économiques. « Il y a une nette amélioration de la situation économique du pays qui est passée du rouge en 2020 au jaune à la fin de l'année 2021, lorsque nous examinons les paramètres économiques notamment le taux d'inflation qui est passé en 2020 de 15,8% à 5,3% à la fin de l'année 2021. Le taux de croissance est de 5,7% en 2021 contre 1,7% en 2020. Nous avons l'augmentation des recettes de la République qui ont augmenté à peu près de 68%, passant à 11.800 milliards de Francs congolais en 2021 alors qu'elles étaient à 7000 milliards de Francs congolais en 2020 », a expliqué le ministre du Plan. Pour le gouvernement, le challenge est que ces bonnes performances économiques permettent d'améliorer le vécu quotidien des populations. C'est ce que le Premier Ministre a recommandé aux membres du Comité de conjoncture économique, conformément aux instructions du Président de la République à la dernière réunion du Conseil des ministres.

Ituri : environ 25 rebelles ADF tués lors des affrontements avec les Fardc. Ces rebelles sont tombés, tandis que d'autres ont abandonné leurs positions pendant les opérations militaires « de grande envergure », a annoncé le porte-parole de l'armée en Ituri, le 12 janvier. Ces opérations militaires visent, a-t-il expliqué, à pourchasser ces rebelles qui cherchent à se réorganiser dans cette région afin de massacrer des civils.

Kinshasa : les 3 représentants de l'opposition au bureau de la CENI prêtent serment ce jeudi. Il s'agit de Didi Manara, récemment exclu du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) de Joseph Kabila qui va occuper la 2ème vice-présidence de la Ceni. Agée Matembo, qui est à la tête des frondeurs du Front commun pour le Congo (FCC), a été désigné comme Questeur tandis que Jean Ilongo Tokole est choisi

comme membre de la plénière. À la suite de cette prestation de serment, le bureau de la Ceni va désormais afficher complet. **Remise et reprise.** Ronsard Malonda Ngimbi, secrétaire exécutif national sortant de la Ceni a par ailleurs passé le témoin à Thotho Mabiku Totokani, son remplaçant, le 12 janvier, au cours de la cérémonie de remise et reprise. Thotho Mabiku sera secondé par Marie Josée Kapinga Bondo. Il s'agit de la première femme nommée au poste de secrétaire exécutive nationale adjointe, annonce la Ceni sur son compte Tweeter.

Kindu : le bureau communal d'Alunguli vandalisé par la population en colère. Selon des sources locales, la population voulait se rendre justice contre quatre présumés bandits à mains armées, qui ont été arrêtés après la mort d'un opérateur économique. Ce dernier a succombé dans une structure sanitaire de suites des coups et blessures lui administrés par les bandits à mains armées la semaine dernière. Avant que le bureau de la commune ne soit incendié, une vive tension a été observée sur place. Situation qui a poussé les forces de l'ordre à tirer des coups des sommations pour disperser les manifestants.

Maniema: les enseignants de Kasongo refusent d'être payés par la Caritas via M-Pesa. Le 12 janvier, ces derniers ont organisé une marche pacifique dans les grandes artères de la cité pour chuter au bureau de l'administrateur, où un mémorandum a été déposé aux mains de l'administrateur. Dans leur mémo, ces enseignants se disent victimes de prélèvement de beaucoup de frais sur leurs salaires. En plus, à Kasongo, il n'y a pas des shops capables de servir les enseignants, estime le permanent adjoint du SYECO/Kasongo.

Sud-Kivu : des Rwandais fuyant la vaccination forcée contre la COVID-19 s'installent à Idjwi. Ils ont été évalués à cent et deux personnes. Selon l'administrateur du territoire, certains sont regroupés à un endroit, où les autorités congolaises les entretiennent sur le mobile de leur présence. D'autres ont pris des maisons en location. Il ajoute que le conseil territorial de sécurité se concerta pour décider du sort à réserver à ces rwandais. Certains habitants du territoire insulaire se disent préoccupés par cette présence, dont le mobile n'est pas clairement élucidé.

Ituri : 400 déplacés sans abri après incendie dans leur site à Djugu. Selon des sources locales, le feu serait parti d'une case où les enfants s'amusaient avec le feu. Au moins 128 cases, qui abritaient des déplacés du site de God'ho, sont parties en fumée. Ce site comptait plus de 1600 personnes, qui avaient fui les atrocités dans leurs villages dans les groupements Risasi, Budu, Nyapala. Selon la société civile locale, plusieurs biens ont été réduits en cendres. Mais le feu a été maîtrisé grâce à l'intervention des habitants venus au secours. C'est le deuxième incendie qui touche des abris de déplacés dans cette zone, en l'espace de deux semaines.

Mahagi : environ 1000 familles dépourvues de moyens sociaux de base, selon le parti Nouvel Elan. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par des membres du parti politique de l'opposition Nouvel Elan pendant environ trois mois dans ce territoire de l'Ituri. Selon le secrétaire exécutif provincial de cette formation politique, cette situation est la conséquence de la mauvaise gestion de la politique sécuritaire par l'Etat. Nouvel Elan/Ituri a saisi cette occasion pour lancer un appel à toutes les victimes de l'insécurité dans ces entités à se faire identifier pour constituer un dossier judiciaire, qui sera déposé devant les juridictions compétentes contre la République.

Tshopo : les agents de santé posent des conditions avant la levée de leur grève. Ils ne suspendront pas la grève, entamée depuis le 2 août dernier, avant la signature du protocole d'accord entre le banc syndical et le gouvernement. Néanmoins, ce personnel salue les avancées obtenues lors des négociations entre les deux parties. « On n'est pas satisfait parce que c'est toujours insignifiant ce que l'on propose. C'est pour cette raison que la grève continue jusqu'à l'obtention de la signature du protocole d'accord entre le banc syndical et le banc gouvernemental. Comme le mot d'ordre est venu de Kinshasa et c'est le même Kinshasa qui va toujours donner le mot d'ordre pour suspendre ou lever la grève. »

Lubumbashi : la résidence du président de l'ASBL Justicia vandalisée, par des hommes en armes. Ces hommes ont affirmé qu'ils avaient été envoyés pour le tuer. Ne l'ayant pas trouvé sur place, ils se sont rabattus sur sa famille et ont emporté quelques biens. Le président de l'ASBL Justicia se dit en insécurité. Il a affirmé avoir saisi les instances judiciaires. Cette situation intervient au lendemain de la comparution du président de l'ASBL Justicia dans l'affaire qui l'oppose à la ferme Espoir de l'ex-président Joseph Kabila. Celle-ci l'accuse d'imputation dommageable au sujet de la spoliation d'une partie du parc Kundelungu dans le Haut-Katanga.

Uvira : inquiétudes des leaders sociaux après arrestation d'un responsable des ADF. Les organisations membres du réseau local de protection des civils, la société civile, y compris les représentants de jeunes et de femmes à Uvira ont exprimé leurs inquiétudes le 13 janvier au sujet de la présence présumée du réseau des Forces démocratiques alliées (ADF) dans cette ville du Sud-Kivu. Ils se disent inquiets depuis l'arrestation de l'un des leaders des ADF, mardi dernier à Uvira à la frontière de Kavimvira, alors qu'il tentait de rejoindre Bujumbura, au Burundi, avec huit autres civils. L'armée congolaise précise que Benjamin Kisokeranio a été

capturé en possession d'un passeport congolais sur lequel il se nomme Djimy Kilalo Kasereka. Le secrétaire exécutif du réseau local de protection des civils, appelle à la pleine implication des services de sécurité pour démanteler ce réseau des ADF dans le Sud-Kivu. Cette arrestation et la prolifération de messages liés à la présence présumée du réseau ADF à Uvira via les réseaux sociaux ont créé une panique au sein de la population locale.

La société civile attend du PDDRC-S la stabilité des provinces insécurisées. Les acteurs de la société civile de sept provinces de la RDC ont émis ce vœu à l'ouverture du premier forum national de la société civile, le 12 janvier à Goma. Ce forum de quatre jours à comme objectif de promouvoir une appropriation collective et une mise en œuvre harmonieuse du programme de Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S) et de la transition de la Monusco par la société civile congolaise ; afin d'assurer une participation de ses organisations tant aux niveaux national, provincial que local pour des résultats rapides, durables et inclusifs. « L'appropriation veut que la société civile puisse donner son point de vue sur ce qui est mis en œuvre dans le programme, surtout le relèvement communautaire. Comment nous participons ? Quels sont les projets mis en place ? Nous devons les connaître, les valider pour la stabilité du pays. » L'attente principale des participants, « est que la paix revienne dans le pays. Donc, les représentants de ces provinces veulent voir comment, après des longues années de guerre, après des expériences ratées, que cette fois-ci, ce programme puisse apporter la stabilité. »

Sud-Kivu : naissance d'un bébé gorille dans le Parc national de Kahuzi-Biega. Une naissance de l'accouplement de la femelle Mugoli et du mâle Nabirembo. Selon le Directeur du PNKB, le nombre de gorilles du PNKB passe à 174 espèces. Pour lui, les naissances des bébés gorilles restent donc un signe d'espoir pour cette réserve naturelle qui accueille les touristes en provenance de 4 coins du monde pour venir visiter cette espèce rare.

Judd Ashley appelle à protéger les bonobos pour avoir une société libérée de violences sexuelles. L'actrice américaine, Judd Ashley s'engage à la protection des bonobos. Dans un point de presse, elle pense qu'en utilisant ces animaux comme notre modèle, et symbole, il est possible de « rêver d'une société égalitaire, d'une société libérée des violences sexuelles qui est notre réalité pour l'instant. » Les Bonobos, soutient Judd Ashley, sont considérés comme un véritable espoir pour l'humanité. Ainsi face aux menaces qui pèsent sur leur habitat, la RDC doit prendre soin d'eux pour assurer leur survie. « Nous partageons avec eux plus de 98% de notre ADN. Ils sont en grand danger d'extinction, et il risque de rapidement de disparaître. Ensemble, nous pouvons protéger les bonobos du Congo et partager leur chemin évolutif avec le monde », a déclaré Judd Ashley.

Vendredi 14 janvier.

Sud-Kivu : la Monusco va appuyer l'armée malgré la fermeture de sa base militaire temporaire à Bibokoboko, dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu. « Je voudrais rassurer toutes les populations, rassurer les autorités que la Monusco, dans le cadre de son mandat, reste à leurs dispositions pour appuyer les autorités nationales. Cela est très important. Nous sommes ici pour appuyer les autorités nationales qui sont bel et bien sur le terrain. Personnellement, nous travaillons avec le Commandant de région, nous travaillons avec le commandement des deux secteurs opérationnels au quotidien pour nous rassurer que les populations puissent vaquer à leurs occupations et pouvoir les protéger. », a indiqué le chef de bureau de la Mission onusienne.

450 millions USD disponibles pour le projet de développement des 145 territoires. Le Chef de l'Etat a réuni autour de lui, les membres du Comité politique de pilotage du projet de développement la base. L'objectif de cette réunion était de lever des grandes options d'orientation pour démarrer ce projet. La construction des routes de desserte agricole, l'aménagement des centres de santé ainsi que la revalorisation du tissu économique figurent parmi les actions phares de ce programme. Le ministre d'Etat au Plan qui pilote ce projet de développement a présenté au Comité politique de pilotage la matrice du projet. Le programme de développement à la base est un programme initié dans l'objectif de réduire la pauvreté et les inégalités sociales à l'intérieur du pays.

Le plan de retrait définitif de la Monusco expliqué aux acteurs de la société civile. Plusieurs questions relatives à ce plan ont été exploitées par les participants, notamment le transfert des compétences entre la Monusco et les institutions nationales. Le coordonnateur national du cadre de concertation de la société civile de la RDC, explique le rôle de la société civile pendant cette période de la transition à venir : « Le rôle de la société civile est le suivi de la mise en œuvre. Et aussi dans la partie relèvement communautaire et stabilisation, nous pensons que nous avons un rôle à jouer ; parce que nous sommes près de la population. » La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, et le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, avaient signé mercredi 15 septembre 2021 à Kinshasa, le « Plan de transition pour le départ échelonné

de la Mнусco » de la RDC. Ce document, endossé par la suite par le Conseil de sécurité de l'ONU, prévoit le retrait définitif de la mission à l'horizon 2024.

Butembo : près de 3000 ménages fuyant les combats manquent d'assistance au Sud de Lubero. Elles ont fui le territoire de Walikale, où des combats opposent depuis plus d'une semaine, les combattants de Nduma defense of Congo Rénové (NDC-R), de Guidon et ceux du Front des patriotes pour la paix, armée du peuple (FPP/AP) de Kabido. Un acteur de la société civile dans la région, a indiqué que la prise en charge de ces déplacés qui ont tout abandonné chez eux, pose un problème. Ils n'ont aucune assistance humanitaire, ce qui pèse sur les familles d'accueil qui sont aussi démunies à la suite de tensions armées à Lubero.

Beni : 7 civils tués dans une attaque attribuée aux ADF à Kisima, un village du territoire de Beni au Nord-Kivu. Les assaillants ont également pillés des biens de la population. Le président de la nouvelle société civile du Congo dans le secteur de Ruwenzori, a indiqué que, ces civils ont été tous tués à l'arme blanche pendant qu'ils se rendaient dans leurs champs. Des pillages des biens de la population ont été également signalés. Des troupes des Fardc ont été dépêchés en renfort dans la région afin de poursuivre l'ennemi. Ce 14 janvier, un calme relatif règne dans la région alors que certains habitants quittent le milieu pour se mettre à l'abri dans des zones plus sécurisées.

L'école Saint Éric de Lemba désaffectée : source de tensions entre élèves et nouveaux locataires. Les élèves de l'école Saint Éric de la commune de Lemba n'ont plus accès à leur bâtiment, depuis le lundi 11 janvier. Le bâtiment abritant leur école a été partiellement désaffectée au profit de nouvelles familles locataires. Depuis, une vive tension est observée depuis le début de cette semaine entre des élèves de ainsi que les nouveaux occupants. Les nouveaux occupants du bâtiment de l'école Saint Éric, ont attesté avoir versé des « garanties locatives auprès du promoteur de l'école ». Ce dernier leur aurait assuré que, l'entièreté du bâtiment serait devenue un « immeuble résidentiel ». Parents et élèves espèrent une solution rapide à ce problème.

Beni : le CEPADHO salue l'arrestation de Benjamin Kisokeranyo, l'un des leaders des ADF. Pour son coordonnateur du Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme, cette arrestation « contribuera à fragiliser », le mouvement rebelle ADF. Djaffar Kisokeranyo, de nationalité ougandaise, a été arrêté par les services de sécurité congolais, à la frontière entre la RDC et le Burundi, le 9 janvier. Il tentait de rejoindre Bujumbura, avec un passeport congolais qui portait un faux nom. Depuis plusieurs années, il était recherché pour son implication dans les recrutements et massacres des civils dans l'est de la RDC.

Beni : des jeunes alertent sur la confusion entre l'uniforme des Fardc et des groupes armés. Le premier vice-président du conseil urbain de la jeunesse de Beni, affirme que la population est tombée à plusieurs reprises dans les embuscades des rebelles portant le même uniforme que celui de l'armée congolaise. Il demande que les auteurs de ces actes soient sanctionnés: Cette dénonciation du conseil urbain de la jeunesse intervient après les dernières alertes contenues dans un communiqué conjoint UPDF-FARDC sur des informations fiables faisant état de la présence des combattants des groupes armés avec des uniformes similaires aux forces armées pour discréditer la performance des opérations militaires menées ensemble par les militaires Ougandais et Congolais.

Kongo-Central : 3 voleurs brûlés vifs par la population à Lukula. Ils ont été surpris par la population, pendant qu'ils volaient des chèvres. Ils ont été mis à la disposition de la police. Ayant appris cette nouvelle, une foule nombreuse venue des villages environnants, fatiguée des vols récurrents de leur bétails, ont pris d'assaut le poste de la police de Moenge pour exiger à la police la tête de ces malfrats. La police qui a réussi à disperser la foule à l'aide des gaz lacrymogènes, a profité pour sortir ces voleurs afin de les acheminer au commissariat territorial de la police de Lukula, situé à près de 12 kms de l'agglomération de Moenge. Ce transfèrement qui se faisait à pied, faute de moyen de transport de la police, a permis à la population de les intercepter en cours de route. La population a commencé par lyncher ces voleurs jusqu'à brûler vifs trois d'entre eux.

Haut-Katanga : relance du train new express colombe suspendu en 2020 pour raison de Covid-19. Il est parti de Lubumbashi (Haut-Katanga) pour Kananga dans la province du Kasai-Central. Ce train est composé de dix voitures. Ce trafic est donc le premier qu'organise la SNCC après l'interruption survenue au mois de mars 2020 à cause de la pandémie de Coronavirus. Pour la sécurité sanitaire des passagers, les responsables de cette compagnie ferroviaire renseignent que pour prendre place à bord, tout client doit présenter les résultats négatifs du test Covid, les membres d'équipage y compris. Par rapport aux mesures barrières le port de masque y est obligatoire, le lavage des mains aussi. L'eau coule en permanence des robinets de ce train.

Ituri : 4 civils tués à Djugu à la suite d'une incursion des Codeco. Des Codeco munis de fusils et d'armes blanches, avaient pris d'assaut le village Sebaido situé à 2 kms de Kilo, créant ainsi, une grosse panique dans la

population. L'on note également des scènes de pillage de boutiques ainsi que de bétail, a précisé un notable local. Dans leur fuite, quatre civils ont été atteints par balles.

Kinshasa : l'ASBL Zibulameso exige le transfert du dossier Bukangalonzo à la Cour de Cassation. « L'ASBL Zibulameso, voix autorisée de la jeunesse Kwangolaise exige : l'ouverture immédiate du procès du Parc Agro industriel de Bukangalonzo à Cour de Cassation étant donné que la Cour constitutionnelle s'est déclarée incompétente. Que la Cour constitutionnelle indique sans ambiguïté à l'opinion nationale et internationale quel est le juge naturel d'un ancien Président de la République et d'un ancien Premier ministre pour les infractions de droit commun, commises lors de l'exercice de leurs fonctions ». L'ASBL Zibulameso sollicite à cet effet un procès équitable de toutes les personnalités citées dans cette affaire de Bukangalonzo et aux médias d'être impartiaux dans le traitement des informations. Elle demande à la population du Kwango en particulier et congolaise en général de rester éveillée et de se mettre debout quand il le faut pour mener ce combat pour le rétablissement de la vérité. Elle recommande notamment une véritable politique de réhabilitation de cette machine de production en tenant compte des autochtones pour éradiquer la malnutrition dans les provinces de la RDC.

Kabund démissionne du bureau de l'Assemblée nationale. Jean-Marc Kabund a démissionné ce vendredi 14 janvier du poste du premier vice-président du bureau de l'Assemblée nationale.

Nord-Kivu : des écoles menacées par les inondations à Masisi. Plusieurs établissements scolaires de la chefferie des Bahundé sont menacés d'écroulement. D'après des habitants de Bahunde, cette situation est due aux inondations dans des vallées engorgées, soit à cause des rivières en crue, surtout pendant cette période pluvieuse. Cette situation est récurrente dans la chefferie des Bahunde, située au bord du lac Kivu et vers où convergent tous les ruisseaux et autres torrents créés par les eaux pluviales. La société civile demande aux autorités provinciales et aux humanitaires, de reconstruire ces écoles ailleurs, mais sur les mêmes sites, pour raison d'espace constructible.

Butembo : 3 morts et des dégâts matériels enregistrés à la suite d'une pluie. Les victimes sont toutes des femmes, dont l'âge varie entre 35 et 38 ans, habitant la localité de Musimba dans le territoire de Lubero. Elles ont été surprises par un glissement de terrain, alors qu'elles étaient en train de travailler dans une carrière de graviers. Le chef de ce quartier, affirme que toute activité d'extraction des matériaux de construction est interdite dans cet espace depuis deux ans, à la suite de la mort de deux autres personnes dans des circonstances similaires.

Bukavu : la société civile réclame la suppression des postes de contrôle érigés dans la ville. Le système de check point a été instauré après l'attaque des rebelles non identifiés la nuit du 1er au 2 novembre 2021. « Nous avons constaté que les check-points constituent aujourd'hui l'endroit (propice), où la police et l'armée rançonnent la population. Nous avons pensé que ça serait opportun de supprimer les check-points et aussi qu'on puisse sécuriser les entrées de la ville de Bukavu et des endroits jugés criminogènes au niveau de la ville.» Le commandant 33e région militaire a, salué l'initiative de la société civile qui tient à l'œil le comportement des militaires commis au contrôle de la circulation nocturne des véhicules et des passants sur les principales artères de Bukavu.

Prestation de serment de 3 nouveaux membres de la Ceni : « Un non-événement » pour le PPRD. Le député national du PPRD et cadre du FCC déclare : « J'ai appris que la Cour constitutionnelle a reçu ce jour le serment des trois membres de la CENI. Pour nous du FCC en général et du PPRD en particulier, c'est un nom événement. Pourquoi je dis non-événement parce que depuis le début de ce processus de désignation des membres de la CENI, la loi organique portant fonctionnement de la CENI, spécialement dans ses articles 9, 10, 11,12 vient encore une fois de plus subir un coup, vous savez que le processus de désignation a été vicié. »

Samedi 15 janvier.

La RDC expulse environ 100 Rwandais demandeurs d'asile à Idjwi. Ces citoyens rwandais avaient commencé à fouler le sol congolais par petits groupes sur l'île d'Idjwi Sud à partir de dimanche dernier. Ils disent fuir la vaccination forcée contre le COVID-19 au Rwanda. Leur rapatriement s'est déroulé dans un climat de parfaite harmonie entre les autorités congolaises et les autorités rwandaises. Certaines personnes ont tenté de se soustraire lors de l'opération de rapatriement mais elles ont vite été rattrapées. Elles affirment qu'elles craignaient déjà pour leur sécurité une fois de retour au Rwanda. Le Rwanda compte actuellement 40 pour cent de ses habitants vaccinés.

Police : l'inspecteur général prévoit des sanctions contre les officiers qui violent les principes de commandement au Kivu. L'inspecteur général de la police nationale congolaise (PNC) en charge de contrôle,

audit, enquête et évaluation, le général Bideko Murhabazi Juvénal a annoncé, vendredi 14 janvier à la presse à Bukavu, qu'il prévoit des sanctions à l'encontre des officiers, basés dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, qui empiètent les principes de commandement légalement établis au sein de la PNC. Il a pris cette mesure après la mission qu'il a effectuée quelques jours auparavant au Nord Kivu et qu'il a poursuivi ensuite au Sud-Kivu.

Saisie d'effets militaires à Butembo : l'armée fixe l'opinion. Aucune tenue des forces armées engagées sur les lignes des fronts n'a été piratée, a déclaré le porte-parole des opérations Sokola 1 dans la région de Beni. Il réagissant ainsi aux alertes de la société civile ainsi que le conseil urbain de la jeunesse après qu'un colis avec des effets militaires a été saisi à Butembo puis amené à Beni par les services de renseignements. Le propriétaire de ce colis est entre les mains des forces de l'ordre : « Ce ne sont pas les tenues de l'armée ougandaise comme parlent beaucoup de gens. Ce sont des effets militaires, bien sûr, mais achetés par les individus, pour quelle fin ? » Cette saisie n'a rien à voir avec les opérations militaires en cours dans la région, a indiqué l'officier, avant de poursuivre: « Ne cherchons pas à stigmatiser les choses, ne cherchons pas à voir toujours le mal partout. » Selon lui, il est très tôt de confirmer qu'il s'agit de tenue militaire de tel pays ou tel pays.

Lubero : la société civile alerte sur « un plan d'occupation » de plusieurs localités par des groupes armés. Le président de cette structure, a affirmé que, les groupes armés, Nduma defense of Congo, Rénové (NDC-R) de Guidon et le Front des patriotes pour la paix, armée du peuple (FPP/AP) de Kabido, se disputent le contrôle des entités non seulement dans le territoire de Walikale, mais aussi dans le Sud du territoire de Lubero. Il s'agit essentiellement des entités non contrôlées par l'armée. Plusieurs localités, à ce jour, sont occupées par les combattants de ces groupes armés qui y ont installé une administration parallèle, rapporte le président de la société civile du territoire de Lubero. Depuis plusieurs mois, le chef rebelle Kabido et ses hommes ont érigé leur État-Major dans la localité de Mbwavinywa. Sur place, ils ont instauré des taxes mensuelles imposées à tout habitant en âge adulte. Ils se sont également investis dans l'exploitation du bois, et soumettent la population à plusieurs autres types de tracasseries, explique-t-il. Il appelle ainsi à une intervention de l'armée pour protéger la population de la région « qui a trop souffert des affres de la guerre ».

Kasai-Oriental : plus de 200 jeunes médecins affectés dans les hôpitaux de la province. Ces médecins, qui étaient regroupés dans un collectif dénommé « Médecins non affectés », sont ceux qui ont terminé les études sans exercer depuis huit ans pour certains et trois à quatre ans pour d'autres. Après avoir reçu leurs notifications, ces nouveaux médecins seront présentés à la division provinciale de la santé avant de rejoindre leurs lieux d'affectation. Pour le chef de la division provinciale de la santé, ces affectations soulagent le besoin en couverture sanitaire au Kasai Oriental. Il souhaite que les autorités s'investissent dans la construction des infrastructures sanitaires pour améliorer les conditions de travail du personnel soignant et la prise en charge des patients.

Ituri : l'armée déloge la Codeco du village Kipira, à 17 kms de Djalasiga, dans le territoire de Mahagi. C'était à l'issue des combats du 13 janvier. Le président de la société civile de Mahagi, rapporte que les rebelles de la Codeco avaient commencé par encercler la localité de Kipira dans le groupement des Angal II. Ils tentaient, en effet, d'occuper le centre commercial de Djalasiga ainsi que les carrés miniers se trouvant dans cette zone. Grâce à l'intervention de l'armée, ces combattants ont pris la fuite. Le 14 janvier, au lendemain des affrontements entre les belligérants, la population apeurée a commencé à quitter le village de Kipira pour se mettre à l'abri. **Ituri : le bilan de l'attaque de la Codeco à Kipira, revu à la hausse.** Ce samedi 15 janvier, des sources sécuritaires annoncent qu'il passe d'un à six civils tués. Cinquante autres personnes sont portées disparues. Un membre de la société civile locale explique que la résurgence des attaques de cette milice Codeco a commencé depuis le mois de décembre 2021, dans le territoire de Mahagi. C'est suite à l'interpellation par les services de sécurité, d'un des leaders de la Codeco. Depuis, les combattants de cette milice ont intensifié des attaques, visant des civils ainsi que les positions de l'armée, dans les entités à la limite avec le territoire voisin de Djugu. Plusieurs maisons ont également été incendiées et des populations poussées aux déplacements.

Kinshasa : près de 5000 personnes vaccinées contre la COVID-19 en deux mois au site des évolués. La campagne de vaccination contre la COVID-19 se poursuit dans les différents sites de vaccination à Kinshasa. Sur le site de la place des évolués dans la commune de Gombe, près de cinq mille personnes ont déjà reçu leurs premières doses, depuis l'ouverture de ce site en novembre 2021. Ce site de vaccination dispose de trois marques de vaccin. Chaque personne a le droit de choisir le vaccin qui lui convient.

Beni : l'ADF pris en étau par les forces alliées, s'attaque aux civils (Armée). « Les Fardc ont intensifié les opérations aériennes, ont bombardé plusieurs bastions de l'ennemi. L'ennemi a perdu des hommes. Il a enregistré beaucoup des blessés et ceux qui se sont échappés ont besoin de soins. Voilà, qui justifie la dernière

attaque du côté de Kamango, l'attaque sur la route Beni-Kasindi là où l'ennemi voulait kidnapper sept personnes mais avec l'intervention de nos troupes, l'ennemi a jugé bon de tuer et de partir » a déclaré le 15 janvier le porte-parole des opérations Sokola 1 grand Nord. Néanmoins, il rassure que les stratégies ont été mises en place pour protéger les civils des attaques de rebelles.

Crise de carburant à Lubumbashi : les pétroliers continuent la rétention de stock en entendant les pourparlers avec le gouvernement. Devant plusieurs stations-service, les files des véhicules s'allongent. Les automobilistes qui attendent d'être servis en vain deviennent impatients et anxieux. Plusieurs d'entre eux sont obligés de s'approvisionner chez les Kadaffi qui revendent un litre d'essence à 3000 FC voire plus, alors que dans les stations-services, les automobilistes l'auraient eu à 2100 FC. A la suite de cette pénurie de carburant, les chauffeurs des taxis et taxis bus ont revu à la hausse le prix de la course qui est passé du simple au double. Les pétroliers disent attendre toujours la publication, par le gouvernement, de la nouvelle structure des prix; ce qui les éviterait à travailler à perte. En attendant les retombées de cette réunion de mardi prochain, la situation sur le terrain risque de s'aggraver. Car, selon certaines sources, plusieurs pétroliers font de la rétention des stocks.

Kinshasa : Le parti politique BUREC choisit Tshisekedi comme son candidat à la présidentielle 2023. Face aux sympathisants réunis pour célébrer le 10^{ème} anniversaire du parti politique Bloc uni pour la renaissance et l'Emergence du Congo, Julien Paluku a rendu public le choix opéré par le congrès du parti. « C'est la décision du congrès de pouvoir soutenir la candidature de son Excellence Félix Antoine Tshisekedi, notre leader » Par ailleurs, ce parti politique s'engage à participer à l'éducation civique, démocratique et responsable de la population congolaise.

Tanganyika : une équipe de MSF en mission d'évaluation de la rougeole à Lukolo, à l'extrême Sud-Est du territoire de Kabambare dans la province du Maniema. Le directeur de l'hôpital de Kabambare et le médecin superviseur de la zone de santé, accompagnent l'équipe de MSF venue de Kindu. Selon eux, la rougeole est signalée dans le secteur de Lukolo et ses environs. Cette maladie a causé la mort de 7 enfants en l'espace d'une semaine à Tulonge au Sud du territoire de Fizi (Sud-Kivu) parmi les populations déplacées provenant de Lukolo.

La 9ème édition des Jeux de la Francophonie de Kinshasa, confirmée pour août 2022 (Gouvernement). Le ministre de l'Intégration régionale et le Directeur national des 9èmes jeux de la Francophonie, l'ont confirmé le 14 janvier au Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. Le Directeur national des jeux de la francophonie, a indiqué, pour sa part, que le site de l'université de Kinshasa sera mis à profit pour loger les athlètes.

Embouteillages à Kinshasa : Félix Tshisekedi recommande au gouvernement d'apporter « des solutions durables ». Lors du Conseil des ministres, vendredi 14 janvier à Kinshasa, le Chef de l'Etat indique que les embouteillages fréquents à Kinshasa, aux heures de pointe, handicapent fortement le déplacement de la population et par voie de conséquence les activités socio-économiques de la ville. « Il est nécessaire d'accélérer les travaux de voirie à Kinshasa en vue de désengorger la ville et réduire sensiblement les cas d'embouteillages », instruit-il.

Félix Tshisekedi a rappelé qu'en termes de mobilité urbaine, les infrastructures ne sont qu'une partie de la solution. D'où, la nécessité d'intégrer la régulation et le transport de masse. Il est question de s'assurer du respect strict du Code de la route par tous les usagers, y compris les cyclistes et les piétons.

Nord-Kivu : un militaire tué dans des affrontements entre deux groupes armés à Walikale. Un militaire est décédé dans des affrontements qui ont opposé vendredi 14 et samedi 15 janvier les miliciens de NDR-Rénové de Guidon et le Front Patriotique pour la Paix-Armée du Peuple, FPP/AP de Kabido à Buleusa, et à Kanenu, à une vingtaine de km de Buleusa à Walikale au Nord-Kivu. D'après le fonctionnaire délégué à Buleusa, les deux milices locales se sont affrontées en présence des Forces armées de la RDC, venues empêcher les hostilités entre les deux belligérants et protéger les civils. Ce chef administratif témoigne que les habitants qui ont passé la nuit dans la brousse commencent à retourner timidement Buleusa ce samedi matin.

Kasaï-Oriental : hausse du prix du carburant à Mbuji-Mayi. Le prix d'un litre de carburant à la pompe se négocie actuelle à 4 800 voire 5 000 FC à Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental. Il y a deux jours, cette denrée se négociait à 4 000 FC se désole samedi 15 janvier, l'Association des importateurs des produits pétroliers (APIKOR). Cette association justifie cette hausse de prix par la situation qui se vit dans la ville de Lubumbashi dans le Haut-Katanga, où les membres de cette association s'approvisionnent régulièrement. « Il y a eu la hausse de prix à partir de Lubumbashi. Souvent au mois de décembre, les importateurs internationaux qui vendent le carburant aux pétroliers de Lubumbashi sont allés en vacances. Alors leurs produits étaient suspendus de ne pas le vendre pendant le mois de décembre. » Selon lui, tous les pétroliers qui étaient à Lubumbashi n'ont pas importé les produits qu'ils devaient acheter. Ce qui fait que le stock qui était resté à Lubumbashi est insuffisant.

COVID-19 : Dr Jérôme Munyangi présente son protocole ArtiCovid à la communauté scientifique à Kindu. Cette matinée scientifique a été une occasion pour ce chercheur congolais de parler « des évidences cliniques et biologiques de l'Articovid dans la prise en charge de l'infection à Covid-19 » en RDC et au Maniema mais aussi la présentation du protocole Articovid. Présent à cette rencontre, le chef de division provinciale de la santé, Dr Eustache Bibala, qui a pris part aux essais cliniques du traitement d'Articovid encourage leur poursuite. Dr Munyangi sollicite l'accompagnement de la communauté scientifique car une recherche ne se fait jamais seule.

